

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 52 -- 1^{er} mai 2005

>[gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian, Dutch and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

édito

1 Après "les juifs du pape", le "pape des juifs"

2 La guerre secrète

3 Kurdes: Cette vieille fripouille de Talabani

Documents associés

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

Waters of Babylon

Yehouda Shenhav, *The Arab-Jews: Nationalism, Religion, and Ethnicity*, Reviewed by Yitzhak Dahan

Preparation for the Gush Katif-Northern Shomron expulsion

Le produit utilisé par les colons à At-Tuwani est toxique et internationalement prohibé Par IMEMC

Ligue de Défense Juive et Betar: violence et impunité

2 - L'Iraq des marais

On the ground, conflicting signals of a nation's future, Patrick Cockburn

Army Ignored Broker on Arms Deal U.S. general supervised an Iraq contract that a slain American said was tangled in kickbacks. By Ken Silverstein and T. Christian Miller

Point de vue de Kurt Nimmo

3 - Les mystères de New York

The WebFairy 911 Memorial

Building 7 – The 911 Smoking Gun? by Ronald Bleier

4 - Le ROW

Pro-palestinien donc Anti-Sioniste Par Pierre-Yves Salingue

L'anti-sionisme de la Torah, Propos recueillis par Eric de Bellefroid

Nazbol HQ Ransacked

Des évangéliques protestants tiennent congrès à Lyon et chantent les louanges d'Israël

Russian Report on 1980 'October Surprise' Case

NN

Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec la participation, volontaire ou involontaire, d'Albert Bellaïche, de Phil Sanders, Yitshak Dahan, Julien Landfried, Patrick Cockburn, Ken Silverstein, Kurt Nimmo, Ronald Bleier, Pierre-Yves Salingue, Eric de Bellefroid, N. Kuznetsov, Joseph Kalvoda, Tom Voltz, et de beaucoup d'autres...

Replacing military hardware lost in battle in Iraq and Afghanistan, including 18 combat helicopters, will cost the US Army 570 million dollars this year, senior army officials said. The officials estimated it will cost another four billion dollars to repair, rebuild and refurbish other gear such as tanks and trucks worn down by the punishing pace of operations there.

Avril 2002, dans les territoires palestiniens, les forces de défense israéliennes sont enfin engagées dans une guerre ouverte contre le terrorisme.

Le sinistre Antoine Peillon, et autres pseudo-juifs

<http://perso.wanadoo.fr/fromveur/ouverture.htm>

Qu'est-ce que l'impartialité?

Le CSW (Centre Simon Wiesenthal) a demandé à l'UNICEF (Agence des Nations unies pour l'enfance) de " licencier Toshiyuki Niwa, directeur général adjoint de l'UNICEF, agent de la propagande terroriste palestinienne ". (Guysen.Israël.News)

" M. Niwa a violé l'engagement de l'UNICEF d'impartialité dans le conflit au Proche-Orient en condamnant l'État d'Israël pour la mort de " trois enfants palestiniens jouant dans la bande de Gaza " " .

Selon une enquête de l'Organisation mondiale de la santé, 40% des foyers palestiniens sont sous-nourris et 31% risquent de rentrer prochainement dans cette catégorie, alors que 39,5% des Israéliens souffrent de surpoids, et 23% de graves problèmes chroniques liés à l'embonpoint. (Guysen.Israël.News)

édito

1 Après "les juifs du pape", le "pape des juifs"

On les a longtemps connus sous le nom de "Juifs du Pape". Lorsque la papauté s'est installée à Avignon, ou "en" Avignon, comme le disent certains, les juifs qui faisaient le business de l'état temporel de l'Église ont suivi. Ils ont prospéré parce que le pape, comme presque toujours l'Église catholique, a protégé les juifs contre le désir de revanche que soulevaient parfois leurs exactions financières. Toute cette longue litanie de "malheurs" des juifs au cours des temps mérite un grand coup de révisionnisme. Après le retour de la papauté à Rome, les juifs sont restés dans le Comtat, autour d'Avignon. Pendant longtemps ils furent les seuls juifs "français". Ceux de Bordeaux étaient des Portugais et ceux d'Alsace des Allemands.

Sautons les étapes et arrivons à la seconde guerre mondiale. Le Pape et l'Église catholique de Rome ont protégé les juifs contre les lois raciales que l'infortuné Mussolini a dû signer en contrepartie du soutien des Allemands. Des milliers de juifs furent cachés dans les innombrables couvents de la Ville Éternelle. Après guerre la gratitude fut telle que le Grand rabbin de Rome choisit de se convertir!

C'est avec la création de l'État dit d'Israël (un nom historique parfaitement usurpé) que s'est développée une guerre visant à détruire l'Église catholique qui refusait de se soumettre, comme les

bons cons de protestants, à la volonté des sionistes redoutant l'influence chrétienne au Moyen-Orient. Une énorme campagne de calomnie était lancée contre Pie XII, pape pendant la guerre. Des manœuvres forcenées aboutirent, au concile de Vatican II, à modifier l'attitude traditionnelle de l'Église sur la question de ses rapports avec les juifs. Mais elles ne parvinrent pas à réviser les textes, en particulier celui des Évangiles relatant la mort de Jésus.

Puis vint le pape Wojtyla, premier pontife polonais, qui prit le nom de Jean-Paul II. Au début, il a semblé un peu dur à la détente et il s'est montré réticent à suivre le chemin indiqué par les docteurs juifs. Et finalement, il a peu à peu accepté de se courber et de passer sous le joug. Il a fait pression sur les carmélites installées à Auschwitz, qui étaient dans leur bon droit. Il a fini par reconnaître politiquement Israël, alors que ses prédécesseurs, gardiens de la Terre Sainte, s'en étaient bien gardés. Il est allé se ridiculiser à la synagogue de Rome, en leur donnant du "grand frère". Il a cardinalisé le juif Lustiger, archevêque de Paris. Il a ralenti et bloqué le procès en canonisation de Pie XII. Il a fini par se rendre en Israël pour faire un petit rite absolument païen, en glissant un papier dans le mur du Kotel, prétendument mur du Temple de Salomon. Il y faisait acte de "repentance" pour des crimes imaginaires. Bref, il a gagné ce beau surnom, qui lui a été octroyé par tous les satanés rabbins, de "pape des juifs". Inutile de dire que beaucoup de bons chrétiens vont se sentir bien débarrassés par le décès providentiel de ce lèche-juif.

Le nouveau pape a fait partie de la Hitlerjugend. Involontairement dit-il. Il avait 12 ans, dit Michels, l'exécuteur des basses œuvres du centre Wiesennéanderthal à Paris. Or il avait 17 ans en 1944... Il faut garder à l'esprit qu'il a été le bras droit de Jean-Paul II et qu'il a depuis longtemps donné des gages à la clique des rabbins fanatiques. D'après eux, c'est lui qui a fourni la manipulation théologique qui a permis le "rapprochement", c'est-à-dire la subordination. Les juifs n'ont pas encore obtenu l'essentiel de ce qu'ils demandent: la réécriture radicale des origines du christianisme. Ces juifs sont donc révisionnistes: ils veulent la révision de cet ensemble littéraire qui est appelé "Histoire Sainte". On a bien vu la sarabande qu'ils ont menée l'an dernier au moment de la sortie du film de Mel Gibson sur *La Passion*. Le plus énorme, dans cette histoire, c'est que leurs propres textes, dans le *Talmud*, expliquent très bien comment les juifs de l'époque ont fait condamner celui qui leur paraissait un faux messie et comment ils ont manipulé les Romains pour le faire exécuter. Il y a une sorte de concordance entre les sources chrétiennes, très précises, et les sources juives, très explicites, sur le fait que les juifs officiels ont fait tuer le personnage de Jésus-Christ. C'est ça qu'ils veulent aujourd'hui faire effacer des tablettes où cette histoire (vraie ou fausse, on ne peut pas la vérifier et c'est une toute autre question) est gravée depuis près de 2000 ans... A notre avis, on doit s'attendre au pire et à la judaïsation complète de l'Église catholique, à moins d'un ultime soubresaut.

2 La guerre secrète

Comme en Indochine, les Américains mènent une guerre secrète en Iraq et dans la région. Cela ne devrait étonner personne. Dans toutes les guerres de mouvement, il y a des unités "spéciales" qui font des choses plus ou moins interdites par les règlements des unités régulières. La chronique des exactions des Special Forces, Red Berets, Mike Force et autres supplétifs khmers, hmong et nung utilisés, d'abord par l'armée française, et ensuite par l'armée américaine, remplirait un annuaire téléphonique.

Dès le début, en Iraq, les Américains ont manqué de troupes. Ils ont donc recruté toute sorte de mercenaires, beaucoup en Afrique du Sud, parmi les policiers et les tueurs de l'apartheid mis au rancart. Si on trace un trait entre les mille pointillés que nous fournit l'actualité irakienne, on voit se dessiner la figure de petites bandes de mercenaires irakiens, encadrés par des gens des services spéciaux et pratiquant un contre-terrorisme à plusieurs visées. D'abord discréditer les actions de la Résistance irakienne. Ensuite, exciter les communautés les unes contre les autres, en particulier en commettant des assassinats spectaculaires dans les villes saintes du shi'isme. Terroriser les journalistes et obtenir qu'ils quittent le terrain, se replient sur Amman, ou ne quittent plus leur chambre d'hôtel. Nous avons des rumeurs insistantes sur l'existence de deux ou trois bases secrètes en Israël même, et il serait angélique de penser que les Israéliens n'ont pas eux-mêmes leurs équipes de tueurs et de terroristes arabophones en Iraq, puisqu'ils en ont en Palestine et au Liban. Ne parlons même pas des Anglais qui ont donné au cours des vingt dernières années en Irlande du Nord ce qu'on pourrait appeler un récital des coups tordus.

La presse est évidemment pieds et poings liés dans cette affaire. Plusieurs incidents avaient pour but de rappeler qu'un crâne de journaliste explose facilement sous l'impact. C'est ainsi que très peu de nouvelles ont filtré, et filtrent encore, d'endroit qui ont été traités pire que Varsovie, comme Fallouja. Les imbéciles parleront de "manie du complot". Mais il suffit de rappeler que le terne de Guerre secrète (en particulier au Laos) était entré, peu à peu, dans la conscience des observateurs de la politique américaine en Indochine, qui s'est terminée par le gigantesque échec que l'on connaît.

Nous voudrions attirer l'attention de nos amis et de nos correspondants sur la nécessité de se pencher sur la Guerre secrète en Iraq (et en Afghanistan, et au Pakistan, et ailleurs). Il y a toujours des oreilles et des pieds qui dépassent. Les forces armées régulières, lourdes, statiques, routinières, incapables de combattre, ont une présence plus politique que militaire. C'est en gagnant cette guerre secrète, où les milices kurdes jouent un rôle essentiel de suppléts, que la Résistance irakienne arrivera à libérer le pays. Et à nous rendre une marge d'action en Europe. *Roll back USA!*

3 Kurdes: Cette vieille fripouille de Talabani

Au prix de tractations dont nous ignorons tout, le Kurde Jalal Talabani a été désigné comme président (pour rire) de l'État qui n'existe pas, l'ex-Iraq (dont le président reste évidemment Saddam Hussein). Certainement, le véritable pouvoir dans l'État-croupion kurde, le fils Ahmed Barzani, est content de se débarrasser du scorpion Talabani. En effet, recadrons la perspective. Depuis les années 1920-1930, la lutte pour l'émancipation kurde dans cette région a été le fait d'un vaste clan originaire d'un petit patelin, Barzan. Dans les années qui ont suivi le second conflit mondial, le chef militaire était Moustafa Barzani, qui a été contraint de faire retraite, après divers exploits dans les montagnes, jusqu'en URSS, quand les Soviétiques abandonnèrent leur projet d'annexion de l'Azerbaïdjan iranien (Tabriz). **Le grand problème des Kurdes, c'est toujours à qui se vendre.** Les Soviétiques n'en ayant pas l'usage, Barzani songea à se vendre aux Iraniens, qui achetèrent. un maquis se reforma donc en Iraq dans les années 60, alimenté par le Shah. Jusqu'au jour où le Shah trouva plus profitable de passer un accord avec Baghdad sur la navigation dans le Shott el-Arab. il laissa donc tomber d'un coup sec les Kurdes qui s'écroulèrent presque complètement. A ce moment-là, Talabani, qui avait été dans les écoles, était un peu le bras droit de Barzani. Il songeait aussi, à titre personnel, à la question "à qui se vendre". Finalement, il se vendit à Baghdad, au vilain Saddam, pour qui il a monté des milices kurdes, dites "Jash", chargées de débusquer les barzanistes. Inutile d'en rajouter sur les petits massacres entre amis. Dans la région, on ne fait pas dans la nuance. Talabani est considéré comme un abominable traître par la majorité des Kurdes irakiens. Pendant ce temps-là, Barzani se vendait à Israël. Il a même fait des séjours en Israël et a été photographié en uniforme de l'armée des génocidaires. Et puis quand les Américains ont créé les conditions d'une sorte d'autonomie kurde après la guerre du Golfe, Barzani le fils et Talabani le traître ont dû se résoudre à une coexistence épineuse, facilitée par le fait qu'ils se vendaient tous deux au même employeur, l'Oncle Sam. Voir aujourd'hui cette vieille fripouille jouer au chef d'État est à mourir de rire. On ne sait pas s'il y a une version irakienne des *Guignols de l'info*. Si oui, Talabani n'a pas besoin de marionnette. Il **est** la marionnette.

D'après certaines nouvelles, les milices kurdes, qui s'imposent lourdement dans le Kurdistan irakien, et qui sèment la terreur dans les communautés chrétiennes, dites "assyriennes" qui vivent là depuis les débuts du christianisme, et donc longtemps avant l'advenue de l'islam, se prépareraient à lancer une nouvelle guerre, appuyée par les Américains, dans le Kurdistan **iranien**. Certains se souviennent qu'au décours de la seconde guerre mondiale s'était créé en 1947 dans cette région une éphémère "République kurde de Mahabad" que la retraite soviétique de l'Azerbaïdjan iranien, plus au nord, avait laissée dépourvue, isolée et impuissante devant le retour du régime du Shah.

A nouveau endémiquement révoltée dans les années 70, cette région avait fait l'objet d'une vigoureuse reprise en main par le régime Khomeyni qui se souciait peu de d'avoir un deuxième front au nord au moment où Saddam Hussein commençait à menacer au sud. Le providentiel assassinat du leader kurde Ghassemilou à Berlin avait favorisé la politique de contrôle par Téhéran. Depuis la région est calme mais étroitement surveillée. Si la guerre se rallume par l'intervention des milices kurdes irakiennes, c'est qu'elles sont envoyées là comme mercenaires de la politique américaine de pression et de déstabilisation de l'Iran dont l'indépendance est une provocation intolérable pour les hégémonistes de Washington et Tel-Aviv.

C'est le destin tragique des Kurdes que d'être toujours dirigés par des traîtres qui recherchent les faveurs des puissants et qui se vendent comme des ânes au marché. *Eshék oghlou eshek!*

Informations reliées à l'édito:

1-1 — **Israel Singer**, chairman of the World Jewish Congress, [qui détourne des millions de dollars pour sa "retraite"...] says Ratzinger "was the man who provided the theological underpinnings for Pope John Paul II's decision to open relations with Israel. He solved the real problem that existed - the 2,000-year-old theological question. He was the one who had the keys to open that lock. **In the last 20 years he has changed the 2,000-year history of relations between Jews and Christianity.** I believe he will continue the policies of John Paul II with regard to relations with the Jews and Israel." Shortly after the establishment of diplomatic ties, Ratzinger visited Israel to deliver the keynote address at a Jewish-Christian conference. "He wanted to express **his personal support for Vatican-Israel relations**, and for the advance of Jewish-Catholic relations," recalls Rosen, who chaired the event.

Ratzinger, who made several quiet visits to Israel before the establishment of diplomatic ties, wrote the introduction to what Rosen calls the "most important" document on Christian-Jewish relations to come out of the Pontifical Biblical Studies Commission, the Vatican body that focuses on biblical studies. The document, which was issued under Ratzinger's authority, deals with **the central place of the Jewish people and of religious Jewish texts in Christian teaching.**

Ha'aretz, 20 avril 2005.

La messe est dite!

1-2

La mort de Jean Paul II: le judaïsme compatissant

Par **Albert Bellaïche** pour **Guysen Israël News**

Mercredi 6 avril 2005 à 20:34

Il a été le seul et unique Pape à reconnaître de juré [sic] l'État Hébreu et à entretenir avec lui des relations diplomatiques normales et ce depuis 1994.

Il a en outre reçu successivement au Vatican, les dirigeants Israéliens Simon Pérès en 1985, Yitzhak Rabin en 1994, Benjamin Netanyaou en 1997 et Ariel Sharon en 1999. [**Tous criminels contre l'humanité**].

Il est allé au Cotel se recueillir, prier et demander pardon à D. pour les **souffrances infligées au peuple juif**. Il est allé à Auschwitz s'agenouiller devant le mémorial de l'holocauste, il est intervenu positivement pour empêcher les carmélites de s'installer à l'emplacement du camp, il a été le premier pape à se rendre à la Grande Synagogue de Rome pour y rencontrer la Communauté et le Grand Rabbin bref, autant de gestes et d'actions qui ont fait de Jean Paul II, le Chef de l'Église Catholique pendant plus d'un quart de siècle, l'homme de bien, de liberté et de paix et qui en fin de compte a rendu justice au judaïsme persécuté et maltraité pendant 2000 ans. [**Impudent baratin...**]

[...] La rumeur juive dit que le temps probable est venu où il y aurait quelque chance que le Pape soit juif! Le Cardinal Lustiger juif de naissance et converti au catholicisme à l'âge de 14 ans, qui d'ailleurs aurait souhaité n'être plus de ce Monde plutôt que de participer au vote pour l'élection du Pape, sera là et bien là.

Mais delà à penser [sic] qu'il a des chances d'être le prochain pape que choisiront ses collègues, il y a un pas que nous ne franchirons tout de même pas!

1 - 3 Les cinq défis lancés au Pape de demain

[...] L'"esprit d'Assise" dit qu'en cherchant la vérité des autres traditions, on approfondit la sienne. Jean Paul II a répété cette évidence à propos des juifs, "frères aînés" des chrétiens. Dans la rencontre avec le judaïsme, il a franchi des **étapes irréversibles**. Si on retient surtout les proclamations de "repentance", on se rappellera aussi la première visite de ce pape à la synagogue de Rome, la reconnaissance du lien de filiation historique et spirituelle entre le judaïsme et le christianisme, l'effort entrepris par Rome pour que l'Église retrouve ses racines juives, **expurge ses textes** de toute allusion antijuive. On se souviendra aussi de la reconnaissance de l'État d'Israël,

après des années de tergiversations. Non seulement une paix de trente ans a pu s'établir entre judaïsme et christianisme depuis Vatican II, mais une page radicalement nouvelle de leurs relations s'est ouverte, sur laquelle il ne sera **sans doute plus possible de revenir**.

Mais la marge de progrès reste considérable. Contesté dans la communauté juive, le document du Vatican en date du 15 mars 1998 sur la Shoah a montré que **l'Église était loin d'être au clair sur ses responsabilités passées**, que le rôle du pape Pie XII en particulier, face à l'extermination, demeure sujet à controverses malgré la récente ouverture (partielle) des archives vaticanes.

Outre la mémoire blessée du génocide, d'autres questions demeurent. L'Église a-t-elle définitivement renoncé à la théorie de la "substitution", qui ignorait la vocation propre et l'identité d'Israël? Dans des textes officiels, ne continue-t-elle pas de parler de l'Église comme d'un "Nouvel Israël"? D'autres ambiguïtés restent sur le contenu de la Révélation dans chacune des deux traditions juive et chrétienne, sur la doctrine de la Terre promise – centrale pour le judaïsme qui l'identifie à Israël –, sur le messianisme, autant de sujets qui ne sont encore abordés que du bout des lèvres. **[Autrement dit la sarabande ne fait que commencer...]**

Henri Tincq, *Le Monde*, 11 avril 2005

2 - La Guerre secrète: les coups tordus des Anglais en Irlande du Nord: voir **Peter Taylor, Brits, The War Against the IRA**, Londres, Bloomsbury, 2001, 436 p.

3 — Kurds prepare for guerrilla war in Iran

By **Phil Sands**, Staff Reporter

Near Sulaimaniya, Iraq: Kurdish fighters dedicated to overthrowing the Iranian Government are hiding out in the mountains of northern Iraq, waiting for a chance **to strike at Tehran**. Gulf News gained exclusive access to the militiamen as they trained for a full-scale guerrilla war that could send shockwaves through the region. Rebel leader Ebrahim Alizada said: "Our armed struggle began in Iranian Kurdistan and will continue until we have freedom."

The fighters are members of Komala, a group of militant socialist Kurds dedicated to **bringing down Tehran**. Hundreds of young men and women armed with AK47 rifles, machine guns and RPGs are training in northern Iraq for this mission. Many more are based across the border and group leaders say the rebels are already carrying out "covert actions" in Iran.

Gulfnews.com 14/4/2005

< <http://www.gulf-news.com/Articles/RegionNF.asp?ArticleID=160707> >

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

SÉPHARADES

Waters of Babylon

Yehouda Shenhav, *The Arab-Jews: Nationalism, Religion, and Ethnicity*, Am Oved, 2003, 291 pages, Hebrew.

Reviewed by **Yitzhak Dahan**

The tension between Israel's Ashkenazi and Sephardi communities has been the subject of a new wave of scholarly literature in the last few years. Recent books like *Forbidden Reminiscences: A Collection of Essays* (2001) by Ella Shohat, *Mizrahim in Israel: A Critical Observation into Israel's Ethnicity* (2002) edited by Yehouda Shenhav, Pnina Motzafi-Haller, and Hannan Hever, and *Mizrahi Struggle in Israel: Between Oppression and Liberation, Identification and Alternative, 1948-2003* (2004) by Sami Shalom Chetrit share a radical critique of the predominantly Ashkenazi

Zionist leadership in the country's early years, who stand accused of oppressing the immigrants from Arab lands. According to this approach, the Sephardim were Zionism's Jewish victims, and remain so to this day.

The Arab-Jews: Nationalism, Religion, and Ethnicity, by Yehouda Shenhav, is the latest addition to the field. Shenhav, a sociologist at Tel Aviv University and senior research fellow at the Van Leer Institute in Jerusalem, is a familiar name in Israel's academic circles. A sharp-witted and enthusiastic spokesman for the radical Sephardi cause, Shenhav is associated with the radical social activist Keshet movement, formally known as the Democratic Sephardic Rainbow; and is editor of *Theory and Criticism*, the country's preeminent forum for post-Zionist research and thought.

In his newest work, Shenhav takes aim at the standard Zionist claim that Iraqi Jews immigrated to Israel in the 1940s and 1950s of their own volition, and in reaction to widespread persecution in their native country. This claim, Shenhav maintains, was fabricated by the Zionist movement in an effort to lionize its leaders for "providing a safe haven in time of need." The facts, he argues, were altogether different: Iraqi Jews were never really Zionists, and the Ashkenazi establishment never really had their best interests in mind by bringing them to Israel. Instead, "an entire community was ruthlessly uprooted as the right of community members to determine their own fate was taken away from them."

Shenhav backs up his claim with numerous quotations and an extensive bibliography, all of which give the impression of a serious challenge to Zionist historiography. Yet his arguments are shaky at best. As has become a pattern among the more fashionable scholarly work in Israel, the book is so riddled with factual and theoretical flaws that it ends up undermining the credibility of Shenhav's whole effort—and calling into question the integrity of his scholarly quest.

Shenhav weaves a thick narrative of exploitation, dispossession, and cultural coercion. In his telling, the Jews of Iraq had, into the middle of the twentieth century, enjoyed their own authentic, "natural," Jewish-Arab identity. But under increasing pressure from the newly established Jewish state, Iraqi Jews were forced to adopt a foreign identity from which they have never been able to free themselves. The relatively marginal position of today's Iraqi and Sephardi Jews in Israel, Shenhav argues, is the result of this largely ignored story.

According to Shenhav, Iraq's Jews felt themselves to be part of the larger Arab culture, and thus felt little loyalty to the Zionist enterprise. He reports that the affluent, educated segment of the community (which, unlike other Jewish communities in the Middle East, was quite large) was especially wary of Zionism, fearing "the extent of the damage that Zionism could cause to their social, economic, and political status." Moreover, a number of the community's youth were communists, and some were involved in the Anti-Zionist League. With rare exception, Shenhav concludes, Iraqi Jews did not, at least before the establishment of Israel, identify with the Zionist cause or share in the belief that they were participating in an ingathering of exiles.

How, then, did they end up in Israel and come to identify so strongly with Jewish nationalism? The bulk of Shenhav's effort is dedicated to showing how the Zionist establishment gradually chipped away at the Iraqi Jews' original identity and reshaped it to its own advantage. This was no easy task, since Iraqi Jews did not experience the nationalist awakening in Europe, and felt little, if any, of the European Zionist fervor. Entrusted with the difficult task of bringing about a parallel awakening, emissaries like Shmuel Yavnieli and Enzo Sireni, who traveled to Iraq in the 1940s, employed a tactic which Shenhav calls "religionization" (*hadata*).

Put simply, Zionist emissaries used the religious character of Iraqi Jews as a means of reinforcing their national identity as Jews rather than Arabs. "Zionism," writes Shenhav, "used religion in its colonial interpretation (i.e., as an element that distinguishes Jews from Arabs) as a tool for recruiting Sephardi Jews for Jewish nationalism." By strengthening and then appropriating Iraqi Jews' religiosity, a basis was created for the eventual exchange between the religious and national elements of their identities. Shenhav, of course, does not try to argue that religious identity was alien to Iraqi Jews. Rather, his argument is that this religious tradition was now reshaped via a "national metaphysic." In order to find their place in the Zionist narrative, Sephardi Jews had to be identified as *religious* Jews; there was no room in the Ashkenazi-Zionist mindset for any other, secular type. But it is precisely this latter type, the secular Sephardi, which Shenhav seeks to reestablish in the Israeli public debate.

The next step in Shenhav's account of the erasure and reconstruction of Iraqi Jewish identity centers around the abandoned property of those who moved to Israel in the early 1950s. In March 1951, the Iraqi government froze assets of Jews who had moved to Israel. According to Shenhav, this decision proved a windfall to the Israeli government, which could now see itself relieved of its debt to Palestinians who had abandoned their property during the War of Independence. By creating an equivalence between Palestinian and Jewish property, and seeing its debt as having been effectively

transferred to the Iraqi state, the Israeli government in effect nationalized the seized property of Iraqi Jews. By this logic, Shenhav surmises, the Israeli establishment actually inflicted a double injustice on Iraqi Jews: Not only did it abrogate the state's moral obligation to compensate the Jewish immigrants for their lost property, it also created a conflict of interest between Iraqi Jews and Iraqi Arabs, further alienating the former from their original, "Arab" identity.

How did the Iraqi immigrants to Israel react to this injustice? Shenhav's answer is not surprising: Whereas Iraqi Jews in Israel did initiate some political activity, they were ultimately taken in by Zionist propaganda. For example, Shenhav analyzes the activity of the World Organization of Jews from Arab Countries (WOJAC) since its founding in 1975, and finds that its policies consistently conformed to the founding ideologies of the Zionist establishment—to the detriment of the Sephardi public it purported to represent. Particularly distasteful to Shenhav was its decision, made with the active support of then-chairman Mordechai Ben-Porat, determining that Palestinian refugees should not be allowed to return to Israel, since a de facto forced population exchange had already taken place. Shenhav is bothered that WOJAC accepted "the state's logic" on this, considering that Israel refused to recognize the organization and viewed it, according to Shenhav, as exceedingly narrow-minded. While conceding that there were some voices of dissent within the organization, he nevertheless insists that, at the end of the day, WOJAC "betrayed the trust of Iraqi emigrants by collaborating with the political theory of the Israeli government."

The final blow to an authentic "Jewish-Arab" identity, however, was the institutionalization of new categories of identification by the Zionist establishment. After all, Shenhav wonders, why could Jews from Islamic countries not be classified in official documents simply as "Jewish Arabs?" He concludes that the classification of immigrants from Middle Eastern countries as "Sephardi Jews" rather than as "Jewish Arabs" was motivated by the Ashkenazi establishment's concern about a potential alliance between the Jewish and Arab communities in the region. The new vocabulary, then, was aimed at driving a wedge between Jewish and Muslim Arabs, in order to force Iraqi Jews to join the Israeli side. In Shenhav's account, the scheme succeeded. Jewish Arabs became trapped in an alien identity, and remain so to this day.

To get a sense of just how flawed Shenhav's work is, one need only look at Hayyim J. Cohen's classic work from 1969, *The Zionist Activity in Iraq*, a comprehensive and fascinating study which is bizarrely absent from Shenhav's bibliography. It is useful to compare the accounts presented by the two authors. Shenhav cites the many examples of Iraqi Jews voicing public opposition to Zionism; what he does not mention, which Cohen describes in extensive detail, is the harsh sanctions, including outright violence, which the Iraqi government and population used against expressions of Zionism in their country. Cohen shows, for example, how a number of anti-Zionist statements published by Iraqi Jews in 1929 were written purely out of fear. "Our Jews were frightened and have lost hope," wrote one Zionist activist from Basra who had moved to London. "We were forced to publish a declaration opposed to Zionism and the Balfour Declaration to avoid being massacred by the Muslims."

Cohen further reveals that Iraqi Jews were forced to give "donations" in support of Arabs injured during the 1929 hostilities in Palestine; and that although there were indeed almost no active Zionist clubs in Baghdad during the early 1930s, the existence of such clubs was made nearly impossible by the Iraqi government. Letters and newspapers from Palestine or worldwide Zionist institutions were either confiscated or censored, and Zionist activists were constantly under threat of deportation. Finally, while Cohen confirms that a number of key figures in the Jewish community expressed opposition to Zionism, including Iraqi Finance Minister Sassoon Heskell, he also shows compellingly that this opposition originated in the fear "that the hate Arabs feel towards the Jews would increase."

Shenhav ignores this aspect of the history completely, as well as the long line of scholars and former-Iraqi Jewish writers who have drawn a direct connection between their oppression in Iraq and their acceptance of Zionism. He is aware of this lacuna and even justifies it, but not in the way one would expect from a high-ranking scholar. In his view, it is generally a bad idea to give too much weight to anecdotal evidence, which is always subject to manipulation—and he even suggests, bizarrely, that history should be written without too much dependence on historical fact. "I suggest that we should free ourselves from the attempt to empirically examine constructions of reality," Shenhav explains. "I do not intend to investigate historical facts... of interest to us are the frameworks of the debate and type of narrative that is carried within the rhetorical toolbox of the nation." But by preferring "rhetorical constructs" to "historical facts," Shenhav merely ends up indulging in precisely the kind of manipulation and self-referential theoretical construct against which he cautions, and reaching his own predetermined conclusions regardless of their correspondence with what really happened.

Nor is his efficiency with facts the only flaw in Shenhav's book. Another problem is theoretical and methodological. Like most other radical Sephardi theorists, Shenhav is inspired by post-colonial

theory, which attempts to expose the structures of oppression employed by Western societies. To be sure, he rejects the “essential approach” to cultural studies identified with anthropologists like Moshe Shokeid and Shlomo A. Deshen, since it “ignores the political and cultural context within which Sephardi identity is manufactured.” He also distances himself from the class-conscious, neo-Marxist approach of scholars like Shlomo Swirski and Deborah Bernstein, since it “ignores and even obliterates the Arab history of Jewish Arabs.” But like other “new” historiographers and sociologists, he exchanges the conceptual system unique to a specific context for a ready-made theoretical apparatus—one that he is determined to apply no matter the cost. Inspired by the work of Benedict Anderson, Shenhav claims that Zionism created an “imagined community” and invented its history, tradition, and national identity. In this respect, his arguments echo the academic attacks on the traditional Zionist narrative that have become so common in the past decade:

Bringing Jews to Palestine/the land of Israel was not necessarily the result of an ancient longing for Zion by Jewish communities in various diasporas, as Zionist historiography asserts, but of the activity of Zionist activists and intellectuals who performed “national engineering” and “invented” for that purpose a historical tradition as an inseparable part of the national meta-narrative. Pre-existing religious motifs of longing for Zion were added to the same narrative retroactively and were given a national meaning in the context of the narrative.

But the construction of Jewish nationalism did not, according to Shenhav, make Sephardi Jews full partners in the Zionist enterprise. Shenhav employs post-colonial terminology to emphasize what he sees as an ethnic “otherness,” which fixes Middle Eastern Jews in a position of inferiority with regard to their European counterparts. “The colonial site is the locus from which the Sephardi discussion should begin,” he writes. “As post-colonial theory suggests, the remnants of a colonial exchange continue to exist within Israeli culture and politics.” By attempting to use a theoretical model applied more successfully to colonial experiences in Europe, Asia, and South America, Shenhav flattens all the complexities of the Jewish experience in the Middle East. Ironically, while Shenhav protests against the erasure of Middle Eastern Jewish history, he himself denies the reality of the Sephardi Jews’ unique relationship to Zionism and the State of Israel.

It is hardly surprising that Shenhav’s denial of Sephardi history is paralleled by a similar denial of the Sephardipresent. For starters, he rejects any religious component of Sephardi identity. “On a social and psychological level,” he asserts, “it is common to encounter Sephardi Jews who wear the *kippa* in order to set themselves apart from Muslim Arabs.” In other words, Sephardim who wear a *kippa* do so not as an expression of religious belief, but as a means of denying their Arab nationality. With a wave of his pen, Shenhav dismisses a central form of religious expression as little more than Zionist brainwashing, and those who wear the *kippa* as bearers of a false Zionist consciousness.

Beyond the religious denial, however, Shenhav delegitimizes Sephardi forms of political expression, as well. This is seen most clearly from his accusation that WOJAC betrayed Jewish-Iraqi interests. He neglects, however, to explain just what these “Jewish-Iraqi interests” might be, and ignores the possibility that the interests of the Israeli government and those of WOJAC members coincided. At the end of the day, Shenhav treats the Sephardim of WOJAC with the same patronizing attitude he reserves for the policies of the Zionist establishment. He hints (and, at some points, makes plain) that the political representation of Sephardim is compromised by their lack of social and political consciousness. Yet this charge places him in precisely the same position of superiority and blanket insensitivity of which he accuses classic “Orientalist” Zionism. He even goes so far as to refer to the Sephardim as “passive people, led unaware, and conscious only in retrospect.”

Shenhav criticizes Israeli scholars for losing sight of the complexity of Sephardi identity. “Sephardiness, much like Ashkenaziness,” he writes, “is a place with wide margins, a lack of consistency and continuity, and many different faces.” But it is precisely this lack of consistency that characterizes his own book. He sets out to explore the “specific cultural context” within which Sephardi identity is manufactured, but applies imported theoretical models with universal pretensions. He complains about the passive image the Zionist establishment has attached to Sephardi Jews, but ultimately describes them in the same way. Finally, he claims to speak for the voiceless Sephardim, but rejects all those Sephardi voices with which he does not agree. For a work that tries so hard to uncover narratives of oppression, Shenhav’s book reveals much of the same “oppressive” arrogance it means to expose.

Yitzhak Dahan is a doctoral student at the Hebrew University of Jerusalem. His thesis explores the political culture of development towns in Israel.

Rappelons que "misrahi" signifie proprement "égyptien". Il est ici employé extensivement pour désigner les juifs vivant ou ayant vécu dans l'ensemble des pays arabes.

Azure • WINTER 5765 / 2005

< <http://www.shalem.org.il/azure/19-dahan.htm> >

POUR COMPRENDRE CE QU'EST LA VIE DANS LE MONDE DES RACISTES

Preparation for the Gush Katif-Northern Shomron expulsion

Some four and a half years ago the IDF removed members of the Sharabati family from their home, which overlooks the Avraham Avinu neighborhood courtyard.

According to eyewitnesses, members of this terrorist family participated in the 1929-Tarpat massacre in Hebron. A number of years ago an 18 year old son of the Sharabati family jumped from the house into the Avraham Avinu courtyard with a knife, planning on murdering someone. Following his apprehension, he claimed that he 'wanted to kill an Arab,' was turned over to the 'palestinian police' and subsequently released.

Following the murder of Hebron resident Elazar Lebovitch, Israeli security forces discovered articles in the Sharabati home tying them to Arab terror organizations.

The Sharabati family turned to the Israeli supreme court, demanding to be allowed to return to their home and the court agreed, issuing a ruling forcing the army to rebuild the decrepit home and allow the Arabs back. This, despite the unofficial IDF position that the family poses a grave security threat to Hebron's Jewish community. The Israeli Supreme Court is known for its preferences: "Arab rights" take precedence over Israeli lives.

Hebron's Jewish community has been fighting this decision since it was issued. This morning, at about 5:00, hundreds of police, border police and soldiers stormed into the Avraham Avinu neighborhood, took positions on rooftops, erected barriers within the neighborhood, and declared 'the Jewish Community of Hebron' to be a closed military zone. A map, enclosed with the written orders, shows that the Avraham Avinu neighborhood and its surrounding environs to be the 'off-limits' area.

Anat Cohen, director of Hebron's educational system, was notified that the neighborhood was a 'closed military zone' and that the neighborhood's kindergarten would not be allowed to open in the morning. The inner courtyard, including the playground, kindergarten, main entrance to the community offices, and some people's homes, were blocked off by barriers and surrounded by security forces. Police on horseback also arrived at the neighborhood, to assist in 'keeping order.'

In addition, roadblocks were established on the main road outside Kiryat Arba and on the road from Kiryat Arba to Hebron.

Furious community residents left their homes, trying to break through the barriers, but were pushed back. Police declared that all cars parked in the Avraham Avinu parking lot to be 'disturbing police-IDF actions' in the neighborhood and began towing them away. Hebron residents attempted to block the tow trucks, to no avail. Security forces swooped down on them, dragging away men, women and children.

A huge crane, to be used to pile stone barriers one atop the other, was brought into the neighborhood. Arab workers, coming from the nearby Abu Sneneh hills were also allowed into the courtyard to help construct a wall adjacent to the Sharabati house.

A Hebron spokesman issued the following statement:

A few days ago Prime Minister Ariel Sharon, speaking at the Knesset Foreign Affairs and Defense Committee, said that Hebron is 'an important strategic asset to the State of Israel.' He is now showing his appreciation of Hebron's strategic importance.

It is clear that this morning's actions have a two-fold purpose:

1. The allowance of a dangerous, terror family into a house overlooking a Hebron neighborhood is a virtual declaration of war against Hebron's Jewish community. Only meters from the Arab house 10-month old Shalhevet Techiya Pass was shot and killed, exactly three years ago. Should the Sharabati family be permitted to return, hundreds of children, as well as adults, will be staring danger in the face, at point-blank range.

There is no greater absurdity than to see Israeli soldiers and other security forces, which are responsible for protecting Israeli lives, preparing a terrorist house for reoccupancy, thereby endangering Jews, rather than defending them. Of course, these forces are acting under orders issued by those more interested in politics than Jewish lives. Hebron's Jewish community will continue to protest this abrogation of justice and prevent the return Sharabati to the Avraham Avinu neighborhood.

2. However, it is clear that there is an underlying reason for today's actions: this is a 'hands-on' dry run of what Sharon plans on doing in the northern Shomron and Gush Katif in a few months time. Hebron is today a 'first trial run' of the eviction of over 9,000 people from their homes, G-d forbid, in the middle of July.

Hebron's Jewish Community calls on Jews throughout Israel to beware: sights and sounds of Hebron this morning are soon to be duplicated on a grand scale in Gush Katif and the Shomron. If this is not stopped now, who knows who will be next in line.

The Hebron Press Office, Wednesday April 6, 2005

ILS N'EMPOISONNENT PAS LES PUITES, QUOIQU'...

Le produit utilisé par les colons à At-Tuwani est toxique et internationalement prohibé

Par IMEMC

Le Centre de Santé Environnementale de l'Université de Bir Zeit a indiqué vendredi que les tests effectués sur les produits répandus en grande quantité par les colons dans la région de At-Tuwani près d'Hébron la semaine dernière ont révélé qu'ils étaient toxiques et dangereux, et que sa production est interdite par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Les bergers d'At-Tuwani avaient remarqué que des colons répandaient une poudre blanche sur l'herbe où les bergers font paître leurs moutons. Deux jours plus tard, 5 moutons et un certain nombre d'oiseaux ont été retrouvés morts. Les bergers ont effectué des prélèvements "de la poudre blanche" et l'on envoyé au Centre de Santé Environnementale de l'Université de Bir Zeit pour examen.

Le Directeur du centre, le Dr. Ramzi Sansur, a déclaré vendredi que les tests avaient révélé que la poudre utilisée était du "Fluoroacetamide", "un produit toxique très dangereux qui est interdit au niveau international et fabriqué dans seulement deux usines en Israël". "Aucun autre pays dans le monde ne fabrique ce produit sauf en Israël. Même en Israël, toute personne qui veut utiliser du Fluoroacetamide a besoin d'un permis spécial du gouvernement" a-t-il ajouté.

Sansur a également indiqué que le Fluoroacetamide est seulement employé pour le traitement des eaux d'égout. "0,005 grammes de ce produit sont suffisants pour tuer un kilogramme de tissu vivant. Même un milligramme peut causer un effet fortement toxique" a ajouté Sansur. Sansur a également indiqué que des volontaires locaux, internationaux et Israéliens travaillaient depuis des jours pour nettoyer l'herbe, et ont récupéré plusieurs kilogrammes de ce produit.

Hébron - 02-04-2005 Traduction: MG pour ISM-France
< http://imemc2.thinkhost.net/index.php?option=com_content&task=view&id=9941&Itemid=1 >

LES MILICES FASCISTO-GÉNOCIDAIRES

Ligue de Défense Juive et Betar: violence et impunité

Le 20 janvier, près de 50 000 fonctionnaires en grève ont manifesté à Paris pour revendiquer le maintien de leurs droits acquis et l'embauche de nouveaux effectifs afin de combler les besoins sociaux dans de nombreux services publics. Lors de la manifestation, plusieurs militants syndicaux de "l'Appel de syndicalistes solidaires des travailleurs palestiniens" ont fait signer leur pétition auprès des manifestants. Ils ont été violemment attaqués à trois reprises par un commando mobile de l'extrême-droite sioniste, qui a agi le visage masqué. Les syndicalistes agressés ont été protégés par le service

d'ordre de la CGT et de la LCR qui ont repoussé les agresseurs à trois reprises. Mais au cours de la troisième incursion musclée, une fonctionnaire à la retraite, Mme Catherine Guillaume, a été sérieusement blessée au visage. Elle a porté plainte. Une agression similaire a déjà eu lieu le 12 janvier devant le Bataclan, où la Ligue de défense juive (LDJ) a servi de force de "sécurité" pour le groupe pro-israélien Migdal, qui a organisé une soirée gala au profit de la Police des frontières israélienne.

Les nervis de la LDJ ont attaqué le rassemblement de protestation devant la salle, qui s'est soldé par plusieurs blessés et interpellations. Rappelons que la LDJ se réclame du mouvement Kach, interdit en Israël et aux États-Unis car déclaré comme mouvement terroriste (à la suite notamment de l'assassinat d'une trentaine de Palestiniens lors du massacre du Tombeau des Patriarches à Hébron, commis par Baruch Goldstein en 1994). Face aux dégâts provoqués par ce courant extrémiste, l'UJFP vient d'écrire à Dominique de Villepin, Ministre de l'Intérieur, pour réclamer la dissolution de la LDJ et du groupe Bétar-Tagar. Si l'État a su dissoudre Unité radicale (dont un de ses membres, Maxime Brunerie, a tiré sur Jacques Chirac en 2002), **pourquoi laisserait-il des milices de l'extrême-droite sioniste sévir en toute impunité?**

EXTRÉMISME PRO-ISRAÉLIEN. Les principaux faits imputés, samedi 9 octobre 2004, par: Rédaction Enfants de (la) Palestine

La Ligue de défense juive (LDJ), constituée en octobre 2000 en France, interdite en Israël, est sans doute **l'une des seules milices tolérées en France**. Le Bétar, organisation violente pro-israélienne, a également fait parler de lui au cours des trois dernières années. Devant l'impunité dont semblent jouir ces deux organisations, l'Observatoire du communautarisme a jugé utile de publier la liste des principales actions violentes qui leur sont imputées. La loi républicaine, rappelons-le, commande de dissoudre les milices privées.

Principales actions et agressions imputées

La liste des actions qui suit est fondée sur une série d'articles de presse, de dépêches d'agences et de communiqués d'organisations. En l'absence de condamnations judiciaires, rappelons que la présomption d'innocence doit prévaloir. [Nous pensons plutôt à la **présomption de crimes couverts par l'impunité**. ggb]

- 26 mars 2002 Une centaine de personnes, selon la police, ont manifesté à l'appel de la Ligue de défense juive, devant le siège de l'Agence France-Presse à Paris, accusant l'agence de " désinformation " dans la couverture du conflit israélo-palestinien, a rapporté l'AFP. La Ligue de défense juive a estimé que " l'AFP est la source principale de la désinformation en France ". Le "prix Goebbels de la désinformation " a été remis par un collectif d'organisations à l'Agence France Presse (AFP) et au journaliste de France 2 en charge du conflit israélo-palestinien, Charles Enderlin.

- 7 avril 2002 Lors de la manifestation du CRIF " contre le terrorisme et l'antisémitisme avec Israël pour la paix et sa sécurité ", qui a rassemblé plus de 50 000 personnes à Paris selon les forces de l'ordre, un commissaire de police a été grièvement blessé à l'arme blanche. L'auteur présumé serait un extrémiste pro-israélien du Bétar, selon diverses sources. Le ministre de l'Intérieur, Daniel Vaillant a réaffirmé son " entier soutien aux forces de police qui ont la délicate mission d'assurer la paix publique ". Un cameraman de la télévision espagnole Antena 3 a également été passé à tabac. Un manifestant a été plus légèrement atteint d'un coup de couteau à Marseille où 10.000 personnes ont défilé. Dix personnes ont été interpellées mais seul un activiste nommé **William Bénichou** a été condamné à quatre mois de prison dont deux avec sursis et deux ans de mise à l'épreuve avec obligation de soins psychiatriques et interdiction de détenir une arme. Il était jugé en comparution immédiate, mardi 9 avril 2002, devant la 23e chambre du tribunal de grande instance de Paris, pour port d'arme prohibé. L'auteur présumé de l'agression contre le commissaire de police n'a pas été arrêté.

- 30 septembre 2003 Des témoins du procès d'**Alexandre Attali**, gestionnaire du site <amisrhaelai.org> qui appelait au tabassage des juifs critiques du gouvernement israélien - en particulier MM. Brauman et Warschawski - ont été menacés dans l'enceinte même du tribunal de Paris par des membres présumés de la LDJ, selon plusieurs témoignages. La 17ème chambre a condamné Alexandre Attali à une peine de 4 mois d'emprisonnement assortie du sursis pour provocation à caractère raciste à la discrimination, la haine ou la violence. Il est en outre condamné, en plus des dommages et intérêts, à payer la publication dans le journal *Le Monde* d'un communiqué faisant état de cette condamnation.

- 7 octobre 2003 Au cours d'une manifestation encadrée par des organisations pro-israéliennes devant le siège de la délégation palestinienne en France à Paris, des membres présumés de la LDJ et du Bétar ont attaqué des militants pro-palestiniens et des militants d'organisation juives pacifistes. Un membre du mouvement sioniste d'extrême-droite Bétar, **Joseph Ayache**, a agressé un militant

d'origine palestinienne. Il a depuis été condamné en août 2004 à 4 mois de prison ferme par la 24^{ème} chambre correctionnelle du tribunal de Paris, pour agression à caractère raciste.

- 13 novembre 2003 Le président du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) **Mouloud Aounit** a été agressé à l'institut du Val Mandé (Saint Mandé, Val de Marne). Avant de pénétrer dans la salle, et en dehors de l'enceinte, des individus casqués l'ont insulté et lui ont craché dessus, avant de lui asséner deux coups de poing. Mouloud Aounit a depuis porté plainte. Le MRAP a déclaré qu'il s'agissait probablement de membres de la LDJ, mais sans en apporter la preuve.

- 30 décembre 2003 Des étudiants d'une association d'extrême-gauche de Nanterre (l'AGEN), connue pour ses positions antisionistes radicales, ont été violemment agressés le mardi 30 décembre 2003 à l'intérieur même du tribunal administratif de Paris par des membres présumés de la LDJ. La 10^e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné, jeudi 16 septembre 2004, **Anthony Attal** à 10 mois de prison avec sursis et 2 ans de mise à l'épreuve. Il avait été reconnu par les quatre étudiants victimes comme co-auteur de l'agression. Un étudiant d'origine palestinienne avait été gravement blessé à l'oeil droit. Anthony Attal était défendu par maître **Gilles-William Goldnadel**

< http://www.communautarisme.net/index.php3?action=page&id_art=45433>.

En outre, Anthony Attal devra verser aux quatre parties civiles des sommes s'élevant de 1.300 à 3.000 euros.

- 28 septembre 2004 Un groupe composé de 20 à 30 "jeunes" ont attaqué la librairie Au Pays de Cocagne, rue Vieille du Temple à Paris, où le polémiste Alain Soral participait à une séance de dédicaces. Ces jeunes, appartenant selon toute vraisemblance à la Ligue de Défense Juive (LDJ) ou au Bétar, ont mis à sac la librairie après avoir brisé sa vitrine, et agressé les personnes venues se faire dédicacer un livre, faisant six blessés légers. Une plainte a été déposée. Au jour du 5 octobre 2004, aucune interpellation n'a eu lieu. L'agression a été condamnée par le Maire de Paris, Bertrand Delanoë. Voir la vidéo de l'agression sur le site oumma.com

http://www.oumma.com/article.php3?id_article=1191

et le contexte de l'affaire dans les mini-brèves des 29 et 24/09/2004

http://www.communautarisme.net/index.php3?action=page&id_art=82345

A propos de la Ligue de défense juive et du Bétar Constituée en France en octobre 2000, revendiquant entre 500 et 1000 membres, la LDJ ne compterait en réalité qu'entre 50 et 100 membres actifs. La Ligue de défense juive (LDJ) est la filiale française de la Jewish Defense League créée par le rabbin Meir Kahane en 1968. Militant d'extrême droite et chef du mouvement Kach, auteur de déclarations racistes, le rabbin Kahane a été assassiné en novembre 1990 dans un hôtel de New York.

L'impunité dont bénéficient ses militants radicaux intrigue, d'autant plus que la LDJ est interdite en Israël car considérée comme un mouvement terroriste: pourquoi les différents ministres de l'Intérieur qui se sont succédés depuis sa création n'ont-ils pas pris l'initiative de la dissoudre? Le gouvernement avait pourtant dissous le groupe d'extrême droite Unité radicale en 2002 en application de la loi du 10 janvier 1936 (Loi sur les groupes de combat et milices privées), après la tentative d'attentat manquée de Maxime Brunerie contre le président de la République Jacques Chirac le 14 juillet 2002. On apprenait même dans l'émission Compléments d'enquête consacrée à l'antisémitisme et diffusée sur France 2 le lundi 20 septembre 2004, que les membres de la LDJ s'entraînaient dans un bâtiment officiel à Paris, où ils suivaient des cours de krav maga, l'art martial de l'armée israélienne, avec la bénédiction des services de police!

En France, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) réclament la dissolution de la Ligue de défense juive et du Bétar. Aux États-Unis, en tout cas, le Département d'État n'a pas d'hésitation puisqu'il place le Kahane Chai (Kach), qui inspire l'idéologie de la Ligue de défense juive, sur la liste des organisations terroristes étrangères (Foreign Terrorist Organizations List

(<http://www.state.gov/s/ct/rls/fs/2002/12535.htm>)

au même titre qu'Al Quaida ou l'ETA. Le Bétar est lui un mouvement plus ancien -fondé en 1929 par Vladimir Jabotinski, le père du sionisme "révisionniste" - qui se définit lui-même comme "un mouvement de jeunesse juif, s'adressant aux jeunes de 8 à 18 ans. Il donne aux jeunes Juifs de France une éducation sioniste". Proche du parti israélien de droite Likoud, le Bétar possède son organisation en milieu étudiant depuis 1985, le Tagar. Tous les membres du Tagar sont censés suivre un entraînement à l'autodéfense. Le Bétar et le Tagar éditent une revue trimestrielle, Altalena. D'après des sources journalistiques, une "porosité" existerait entre les militants du Bétar et de la LDJ, certains militants du Bétar rejoignant ceux de la LDJ, considérée comme plus "radicale".

Ressources diverses

Loi du 10 janvier 1936 (Loi sur les groupes de combat et milices privées): Lire en ligne sur le site Legifrance

<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/PJEA1.htm>

- Emission: Compléments d'enquête consacrée à l'antisémitisme, France 2, lundi 20 septembre 2004.
Emission 90 minutes, Canal +, 7 avril 2003

“ La nébuleuse LDJ ”, Benjamin Cohen, revue *Tohu Bohu*, numéro 4, Union des Etudiants Juifs de France, juillet-août 2003. Lire en ligne

<http://www.uejf.org/tohubohu/dossier/ldj.html>

- “ Un noyau de 500 extrémistes pro-israéliens ”, *Libération*, 9 avril 2002. Lire en ligne

<http://membres.lycos.fr/boycottisrael/art1.htm>

- “ La manif de soutien à Israël dérape à Paris ”, RTL, 8 avril 2002.

-A propos de Vladimir Jabotinsky, lire l'article de Dominique Vidal “ Aux origines de la pensée de M. Nétanyahou ”

<http://www.monde-diplomatique.fr/1996/11/VIDAL/7384>

paru dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1996.

Site internet de la Ligue de défense juive: www.liguededefensejuive.com

Site internet du Bétar de France: www.betarfrance.org

< http://communautarisme.net/index.php3?action=page&id_art=82485>

Site d'un certain **Julien Landfried**... sioniste probable et islamophobe certain.

2 - L'Iraq des marais



COMMENT SORTIR LA TÊTE DU SAC?

On the ground, conflicting signals of a nation's future

Patrick Cockburn, Independent

Arbil, Iraq, 12 April 2005

Seven hundred Iraqi and US troops swept through central Baghdad yesterday, arresting 65 suspected militants. But despite this show of force, American forces are on the retreat throughout Iraq. Slowly, the great American adventure in the country, which started with the overthrow of Saddam

Hussein in 2003, is coming to an end. But the battle to interpret its place in history is just beginning. As with the withdrawal from Vietnam in 1972, the US military, faced with a costly and unwinnable war, evidently want to depart after declaring victory and before local forces collapse.

In reality, large parts of Iraq are outside American or Iraqi government control. This includes the vital frontier zone with Syria, west of the northern capital of Mosul. Here, the insurgents have largely taken over since US troops departed some months ago. "Ten days ago our forces tried to set up a new post on the border and were fired on, losing two men killed," a well-informed Iraqi official told *The Independent*. "When they pursued their attackers, the insurgents fled to a police station and we had to fight the police." He added that Mosul, with a population of 1.5 million, was "a time bomb which might explode at any moment".

The US military has not been defeated by the insurgents, but it has been unable to suppress them. In April 2003, US tanks captured Baghdad airport and roared triumphantly in to the capital. But two years later, US forces have still been unable to secure the airport road. The US long denounced the insurgents as remnants of the old regime of Saddam or foreign fighters. Military commanders now try to quantify them as numbering 15,000 to 20,000. But, in fact, most of the Sunni Muslim regions of Iraq, with a population of four or five million, are in more or less open revolt.

The position of the US military in Iraq remains very unstable. It can contain but not defeat the Sunni insurgency. But if the Shias, 60 per cent of the population, also turned against the US, then the military occupation would end immediately.

< <http://www.uruknet.info/?s1=1&p=11054&s2=12> >

LA VIE TUMULTUEUSE DES MARCHANDS DE CANONS

Army Ignored Broker on Arms Deal U.S. general supervised an Iraq contract that a slain American said was tangled in kickbacks.

By Ken Silverstein and T. Christian Miller

Baghdad — Soon after interim Prime Minister Iyad Allawi took office last summer, he announced plans to create a tank division for the new Iraqi army.

The \$283-million project was supposed to display the power of Iraq's new government. But under the guidance of a task force overseen by one of America's top generals, it has become another chapter in a rebuilding process marked by accusations of corruption.

The U.S. contractor working on the project repeatedly warned the task force headed by Army Lt. Gen. David H. Petraeus that a Lebanese middleman involved in the deal might be routing kickbacks to Iraqi Defense Ministry officials. But senior U.S. military officials did not act on the contractor's pleas for tighter financial controls, according to documents and interviews.

"If we proceed down the road we are currently on, there will be serious legal issues that will land us all in jail," the contractor, Dale Stoffel, wrote in a Nov. 30 e-mail to a senior assistant to Petraeus. **Eight days later, Stoffel was shot dead** in an ambush near Baghdad. The killing is being investigated by the FBI, according to people who have been interviewed by the bureau. Since then, senior U.S. military officials have continued to work with the middleman, Raymond Zayna, who has taken over part of Stoffel's contract, documents and interviews show. Although the U.S. military initially insisted that the Iraqi government was in control of the project, e-mails obtained by *The Times* show that Petraeus' task force supervised it.

The case raises concerns about the U.S. commitment to accountability in projects involving Iraqi money. The inspector general for Iraq's reconstruction recently criticized the failure of the former U.S.-led Coalition Provisional Authority to properly account for \$8.8 billion in contracts issued using Iraqi funds. A \$24.7-million payment on the contract that was supposed to go to Stoffel is unaccounted for. Through a spokesman, Petraeus declined to be interviewed, referring inquiries to the Iraqi Defense Ministry. Ministry officials did not respond to requests for comment. In January, Capt. Steve Alvarez, a spokesman for Petraeus' task force, said the arms contract was an "MOD [Ministry of Defense] matter."

"There really isn't much more to our involvement," he said. Later, after being told about the e-mails indicating that task force officers were directing work on the contract, Alvarez said that "performance under this contract was of interest" to U.S. officials. "Quite naturally, there were contacts

and communications between [the task force] and the parties to the contract in order to coordinate," Alvarez said. He added that Petraeus "was never told of any improprieties."

The weapons deal took shape last year, after Allawi began pressing U.S. military officials for the formation of a tank brigade. Although the U.S. did not consider the brigade vital to fighting the insurgency, Allawi saw it as a politically important demonstration to Iraqi citizens that the government was reconstituting its armed forces, an official with the U.S.-led coalition said. The Iraqis agreed to pay for an entire mechanized division at an estimated cost of \$283 million. Allawi wanted at least one tank brigade in place before the Jan. 30 national assembly election. The deadline put pressure on the U.S. military to deliver the tanks quickly.

Petraeus backed Stoffel, a weapons dealer with extensive experience in the Eastern European equipment used by the Iraqi army, as a man who could obtain and deliver the goods. Stoffel had a long history of working with the U.S. government. He acted on behalf of U.S. intelligence agencies to covertly buy foreign military equipment for research and testing by the U.S. military, documents show. In a letter to Iraqi Defense Minister Hazem Shaalan on July 20, 2004, Petraeus pledged to "fully support" Stoffel, who proposed to refurbish Iraq's tanks and personnel carriers and buy new equipment from Eastern European sources.

On Aug. 16, Stoffel's firm, Wye Oak Technology of Monongahela, Pa., signed a "broker's agreement" with the Defense Ministry, giving Stoffel the exclusive right to buy tanks and other equipment for the mechanized division on the ministry's behalf. Stoffel was awarded the contract without competitive bidding. The contract was structured so that Stoffel was paid a percentage of the price of goods purchased — an arrangement barred by U.S. law but allowed in Iraq. Iraqi Deputy Defense Minister Mashal Sarraf insisted on another unusual provision, according to sources with knowledge of the contract: He required that Stoffel conduct all financial transactions through middleman Zayna. Sarraf did not respond to requests for comment made through the Defense Ministry.

In September, Stoffel signed a limited power of attorney allowing Zayna to "arrange financing and request banking guarantees" for the contract, records show. Zayna was to act as a broker between Stoffel and the Defense Ministry, reconciling invoices and disbursing payments. Another Lebanese businessman, Mohammed abu Darwish, worked with Zayna's firm, General Investment Group, on the contract and participated in meetings with task force officials, e-mails and interviews show. In an unrelated case in September, the Pentagon barred Darwish from receiving future American contracts because of his alleged role in a scheme to defraud the U.S. of millions of dollars on a security contract in Iraq, according to a U.S. Air Force document. Soon after he started work on the contract, Stoffel began to voice concerns about Zayna and his relationship with Iraqi defense officials, according to e-mails and interviews.

In conversations with military officials, Stoffel complained that Zayna was charging him a 3% fee on financial transactions. He suspected that a portion of the fee was being kicked back to the Defense Ministry. Stoffel also said Zayna was trying to force him to use certain subcontractors that he believed were secretly controlled by Zayna and Iraqi officials. Asked for comment, Darwish referred questions to Zayna, saying that "the deal belongs to him." Efforts to reach Zayna were unsuccessful. By October, the Defense Ministry had issued Zayna's firm \$24.7 million in payment for the refurbishing work Stoffel had done, the contractor told military officials.

The money was never delivered to Stoffel, who in October began complaining to U.S. officials in Washington and Baghdad. He wrote letters, previously disclosed by *The Times*, to Sen. Rick Santorum (R-Pa.) and a senior Pentagon official spelling out his suspicions about Zayna. Stoffel also e-mailed U.S. Army Col. David Styles, Petraeus' assistant on the project. He asked Styles to have Petraeus intervene to stop millions of dollars being funneled without oversight through Zayna. "There is no oversight of the money and if/when something goes wrong, regardless of how clean our hands are, heads will roll and it will be the heads of those that are reachable, and the people who are suppose to know better (US citizens, military, etc.)," Stoffel wrote in the November e-mail to Styles.

Stoffel's concerns were shared by an official with the U.S.-led coalition in Iraq who worked as an advisor to the Defense Ministry. On learning of Zayna's role in the contract, this official urged the ministry to suspend further payments. The official also had concerns about Stoffel, who had come under scrutiny for previous arms dealings unrelated to the Iraqi contract. The official suggested that the Defense Ministry establish a clear audit trail on the use of the funds. However, the official noted that Styles was worried that additional accounting measures would cause delays. Styles said the concern over accounting was "getting in the way," the official said. "It was a pretty big issue for Petraeus to get it done and delivered, and he was riding Styles hard." In one e-mail, Styles referred to Stoffel and business associates as his "team." The e-mail describes orders to both Stoffel and Zayna

on how to implement the contract, down to such mundane details as fixing an oil leak and having Zayna buy sets of tools.

Styles pressed Stoffel to draft a progress report for coalition and Iraqi officials to "get the advisors off our [backs] and ensure the uninterrupted flow of funds for the project." Petraeus worked with top Iraqi officials to allow Stoffel access to bases across the country, according to a letter from Bruska Noori Shaways, the Defense Ministry's secretary-general. "With the assistance, cooperation and support of Lt. Gen. David J. [sic] Petraeus and the U.S. company Wye Oak Technology, the Iraq Ministry of Defense has instituted and initiated" the program to create a mechanized division, Shaways wrote in September to Army Gen. George W. Casey, commander of coalition forces in Iraq.

Task force spokesman Alvarez initially said the U.S. military did not get involved in the contract dispute. "We were not aware of any U.S. military working with Wye Oak," Alvarez wrote in January. In response to follow-up questions from The Times, Alvarez acknowledged that Petraeus intervened with Iraqi officials after learning of problems with the contract. "When told that there was a holdup regarding refurbishment of the armored vehicles, Lt. Gen. Petraeus did ask the ministry to get on with whatever they were going to do with the contract so that the stand-up of the mechanized brigade would not be delayed," Alvarez said.

By late November, Stoffel had returned to the United States to seek help in getting his payment. He asked Pentagon officials and Santorum's office to pressure the Iraqis to release the \$24.7 million to him. Stoffel suggested that an international accounting firm be brought in to supervise the contract's financial transactions and clear up questions about the missing money. He warned of consequences if the money was not recovered. "News of it will be on the front page under the photos of President Bush, [Defense Secretary Donald H.] Rumsfeld, me" and Petraeus' task force, Stoffel wrote to another military officer in early December. "Jobs will be lost and congressional hearings will be held." U.S. military officials informed Zayna about the allegations of corruption, according to several people familiar with the matter. British Brig. Gen. David Clements summoned the parties to a Dec. 5 meeting in Iraq. Afterward, Clements ordered Zayna to release the money to Stoffel, sources said.

As of Dec. 8, Stoffel still had not received the money. That day, after he left the Taji military base outside Baghdad, his SUV was rammed by another vehicle. Stoffel and a business associate, Joseph Wemple, were cut down in a hail of bullets. Another occupant of the vehicle apparently escaped unharmed, leading to suspicions among the victims' friends that he may have been involved in the attack. About a week later, a previously unknown insurgent group, Brigades of the Islamic Jihad, claimed responsibility.

Since the killing, U.S. military officials have continued working with Zayna. He is doing construction work on a U.S.-controlled military base outside Baghdad related to the project, said officials with the U.S.-led coalition. Stoffel's firm tried unsuccessfully to keep the contract. Wye Oak Technology sent a letter to U.S. and Iraqi officials on Jan. 25 saying it was prepared to resume work so long as "transparency and accountability" were established.

The U.S. military and Iraqi Defense Ministry have not responded. A Wye Oak official declined to comment. Petraeus' task force has also pressed ahead with the creation of the mechanized division. The first brigade was operational just before the January election, and some elements of it are guarding Iraqi government buildings. Coalition officials met in February with the Defense Ministry to try to track down the \$24.7 million. So far, they have had no luck accounting for the money.

Los Angeles Times March 15, 2005

<http://www.latimes.com/news/nationworld/iraq/la-fg-contract15mar15.0.4285507.story?coll=la-home-headlines> >

SAIGON - BAGHDAD

Point de vue de Kurt Nimmo

Les "villages stratégiques high-tech": Désormais, c'est officiel: les États-Unis ne retiennent pas les leçons de l'Histoire. Ils semblent condamnés à faire, à refaire et à re-refaire les mêmes erreurs, inlassablement.

En 1962, le programme "Village Stratégique" fut inauguré au Vietnam, en s'inspirant d'une tactique anti-insurrectionnelle utilisée en Malaisie par les Britanniques, entre 1948 et 1960. Dans une tentative désespérée d'empêcher le FLN vietnamien d'influencer les populations paysannes du Sud Vietnam, les États-Unis transformèrent ainsi plusieurs villages en camps de concentration: ils érigèrent des murs de barbelés tout autour de ces villages, que des gardes armés patrouillèrent nuit

et jour. D'après des chiffres fournis par les États-Unis, 39 % de la population sud-vietnamienne se retrouva un jour prisonnière de ces hameaux de contention (sur un total de 11.182, ce sont 4077 de ces hameaux stratégiques qui ont été effectivement instaurés).

Comme attendu, ce programme s'avéra un flop retentissant: les paysans étaient furieux de devoir vivre dans de véritables camps de concentration, très loin de leurs terres ancestrales. Comme l'indiquent les Pentagon Papers

< <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/pentagon2/pent4.htm> >, les paysans "étaient arrachés de force à leurs maisons" et enfermés dans ces "hameaux stratégiques", tandis que leurs "demeures ancestrales et la plupart de leurs biens étaient détruits par le feu, dès qu'ils avaient le dos tourné". Pour le Pentagone, le programme "a été compromis par sa réalisation déficiente", et absolument pas parce que les gens n'aiment pas être enfermés dans des camps de concentration, qu'ils résisteront et continueront à le faire jusqu'à ce qu'il en soit autrement. Mais à l'époque, comme le démontre l'histoire, il y eut une foule d'"experts" obtus, qui occupèrent les bureaux du Pentagone durant toute la durée de la guerre au Vietnam. Inutile de préciser que durant les quelques quarante années passées, de la guerre au Vietnam jusqu'à aujourd'hui, les choses n'ont pour ainsi dire pas changé, en la matière!

Passons, en images accélérées, à la situation présente. Dans les ruines pulvérisées de Falloujah, en Irak, les États-Unis vont prochainement introduire le programme de Villages Stratégiques, à nouveau, avec, toutefois, des différences sensibles.

Dans le nouveau projet, indique le quotidien Boston Globe¹, "(nos) troupes cornaqueront les habitants de Falloujahs vers des "centres de traitement des civils", aux abords de la ville, afin d'introduire leurs identité dans une base de données de leurs identités, grâce à des tests ADN et à des clichés rétinien. Les habitants se verraient remettre un badge - qu'ils devraient avoir en permanence sur eux, comportant leur adresse. Des autobus les amèneraient à la ville, où toute voiture particulière - cette arme de prédilection, particulièrement meurtrière, des kamikazes - serait interdite. "Au Vietnam, les paysans étaient contraints à construire de leurs propres mains leurs goulags. Mais, à Falloujahs, les hommes seraient organisés en "bataillons paramilitaires" et, en fonction de "leurs compétences", ils "seraient affectés aux travaux de construction, de plomberie, ou aux équipes de déblayage des ruines." Autrement dit: les Falloujahs seront organisés en équipes de bagnards, et condamnés à nettoyer ce capharnaüm criminel à quoi les États-Unis ont réduit leur ville. Pour une raison que nous ignorons, le Pentagone, soit ne se rend pas compte; soit se moque totalement, de la colère et de la résistance que cette humiliation causera forcément.

"Vous devez dire: "Voilà quelles sont les règles du jeu, et être fermes et justes. Cela inspire un sentiment de stabilité", a déclaré au quotidien The Globe le lieutenant colonel Dave Bellon, officier du renseignement du Premier bataillon de combat.

Bellon a affirmé que des tentatives précédentes de se gagner la confiance d'Irakiens doutant des bonnes intentions américaines n'avaient fait qu'envoyer un message de faiblesse, parce qu'on posait des questions du style: "Quels sont vos besoins? Quels sont vos besoins émotionnels?" et autres fadaïses à la mode Oprah", a-t-il expliqué. "Ce qu'ils veulent [= les Irakiens], c'est se rendre compte qui est la tribu dominante, dans cette histoire, et dire: "OK, je suis de votre côté". Voilà: il faut que nous soyons cette tribu dominante et bienveillante".

Plus de "fadaïses" de l'Oprah. A la place, le Pentagone est persuadé qu'il peut se faire passer pour un chef de tribu "dominante" - une sorte de version américanisée de Saddam Hussein - et qu'alors, il se gagnera la confiance (ou la crainte) des Irakiens: erreur monumentale découlant d'une inculture crasse, sinon entièrement idéologique, qui ne pourra que générer un surcroît d'animosité chez les Irakiens et à renforcer les rangs de la Résistance un peu plus encore, s'il est possible. Bellon comprend bien que la plupart des Irakiens vont continuer à haïr les États-Unis parce qu'ils ont illégalement envahi et occupé leur pays et massacré, au bas mot, 100 000 de leurs concitoyens, mais il n'en continue pas moins à espérer qu'il y aura du "respect mutuel"! De quelle manière, exactement, le fait de réduire une ville entière comme Falloujah en ruines, de prendre pour cible des femmes et des enfants affamés et assoiffés, d'utiliser des armes interdites internationalement tels le napalm, les bombes à fragmentation, les bombes incendiaires au phosphore et les munitions à l'uranium appauvri, de tuer les médecins et les patients dans les hôpitaux et d'écraser les blessés sous les chenilles des chars générera du "respect mutuel", il ne nous le dit pas.

On dirait une scène tirée de quelque pièce absurde, jouée dans quelque théâtre macabre: le Pentagone déclare que le fait de transformer les vestiges bombardés de Falloujah, avec leurs cadavres de civils ensevelis sous les décombres, en un camp de concentration - équipé du dernier cri de la technologie répressive, en lieu et place des palplanches - s'inscrit dans un effort de création

¹ < http://www.boston.com/news/world/articles/2004/12/05/returning_fallujans_will_face_clampdown

d'une "ville modèle". Autrement dit: le Pentagone et ses hommes de main irakiens ont l'intention de recourir aux "mesures coercitives" dans d'autres villes sunnites; c'est-à-dire qu'ils vont bombarder, envahir, tuer des milliers de civils, après quoi ils "reconstruiront" les ruines, afin de les faire ressembler à une sorte de version revue et corrigée du film *Minority Report*, avec tout ce qu'il faut: depuis les caméra de reconnaissance du fond de l'oeil jusqu'à un État policier omniprésent dominant tous les aspects de l'existence des Irakiens.

"C'est le gouvernement irakien intérimaire qui nous donne toutes ces bonnes idées", dit le major général Richard Natonski, qui dirigea l'assaut contre Falloujah et qui en supervise la reconstruction, parlant des badges d'identité et des équipes de travail envisagés. Comme on le sait, le "gouvernement irakien intérimaire" ne se baisse pas, pour attacher ses lacets, avant même de passer à autre chose, le matin, sans la permission de Bush et du Pentagone. Toutefois, Allaoui et Crew, sélectionnés au hasard par les États-Unis et quasi unanimement détestés par les Irakiens, prétendent que la photo est bonne, surtout qu'une élection truquée s'annonce au coin de la rue. Les Irakiens, bien entendu, savent de quoi il en retourne, même si une opinion américaine somnolente n'a pas la moindre idée de ce qui est en train de réellement se passer.

Naturellement, cette politique de "fermeté", expression utilisée par le lieutenant colonel Leonard Di Francisci pour définir ce qui est prévu pour Falloujah, échouera, et lamentablement, tout comme a échoué le programme des "Hameaux Stratégiques" au Vietnam. Si le Pentagone imagine qu'il pourra claquer la porte au nez de la Résistance en la laissant dehors et l'envoyer loin dans le désert, où elle pourrait être uniment et confortablement liquidée par les bombes des B-52 et l'artillerie, il se goure gravement. Rien, à moins de tuer tous les hommes en âge de porter une arme, n'arrêtera jamais la Résistance, en Irak.

A en juger d'après le massacre mûrement planifié à Falloujah, il n'est hélas pas permis de douter que le Pentagone se berce de ce genre d'illusion.

< <http://kurtnimmo.com/blog/index.php?p=453> >

Traduction: Marcel Charbonnier

3 - Les mystères de New York

What did strike to Pentagon? Do you still believe it was a Boing 757? (vidéo simplissime expliquant qu'il n'y a jamais eu d'avion)
It takes 5 minutes.

< <http://www.neiu.edu/~ayjames/hmmm.htm#Main> >

The WebFairy 911 Memorial

Slow motion closeups from the day that changed our lives
Cameras were mute witnesses at 911. The footage I use was recorded live from television at the time of the event, by people all over the world.

These are simple enlargements, created by breaking the original footage into bitmap frames, converting the Bitmaps with Genuine Fractals to allow scalar enlargement without pixelization.

Then I crop the enlargements to show a particular detail, and assemble the stills back into footage.

A video camera catches the action in 30th of a second increments. Slow motion can show what the naked eye misses. It is the same principle as Instant Replay. The camera has no agenda, no emotional involvement, no urge to hide and censor or make things up.

The videos are presented in WMV, Windows Media format for quick download. Right click to download, and then view them full screen for best results.

For other formats, feel free to contact me, webfairy@thewebfairy.com

*Ce type ne croit pas que les frères Naudet se soient trouvés là par hasard...
Il passe en revue beaucoup de questions cruciales, avec des vidéos qui parlent.*

UN COUP FUMANT

Building 7 – The 911 Smoking Gun?

by Ronald Bleier

Was 9/11 an inside job? Take 10 minutes to review video of the collapse of WTC Building 7 and a related slide show and then follow the logic: If Building 7 was destroyed through a controlled demolition so were the Twin Towers.

One of the difficulties in determining whether or not to believe the official story about 9/11, is the tremendous quantity of information available on the Internet, in books, and perhaps a dozen videos dedicated to 9/11 inquiry. The very plethora of information (and disinformation) is daunting to many who can't afford the time and energy to sift through the torrent of data and analysis in a timely manner.

One quick solution to help interested people decide whether 9/11 was an inside job is to recommend David Ray Griffin's *The New Pearl Harbor* (2004)². Griffin's book is a masterpiece of concise and coherent compilation of the available plausible evidence indicating that the official story -- that the attacks of 9/11 were planned and executed solely by al-Qaeda terrorists -- is unlikely to be accurate.

For those who are not yet ready to make the commitment to obtain and read a book on 9/11, but who wish to learn more, a ten-minute solution is available. It only takes a few minutes to view video of the collapse of Building 7 on the Internet. After viewing WTC 7 collapse video, most people will agree with Dan Rather who said on CBS News that very evening that it was "reminiscent of those pictures we've all seen too much on television before when a building was destroyed by well placed dynamite to knock it down³."

In addition, viewers may like to put the remaining time to good use by screening the 17 slides that make up Jim Hoffman's slide show presentation regarding Building 7's collapse. After viewing these two items, many will have some of their curiosity about 9/11 inquiry satisfied.

For those ready to perform the experiment, this may be a good time to view video of the c o l l a p s e a t :

< http://www.wtc7.net/vdocs/wtc7_collapse2.mpg >

Jim Hoffman's 2003 slide show presentation can be found at

< <http://911research.wtc7.net/talks/b7/index.html> >

After viewing these two items, viewers may well want to speculate on how it happened that the nearly instant collapse of Building 7 involving the simultaneous destruction of its 58 perimeter columns and 25 core columns could have been disappeared so efficiently down the memory hole. As Jim Hoffman noted, the collapse of Building 7 did not even require a NOVA style public relations campaign as explanation. Building 7 became a footnote, largely ignored by the public as well as the 9/11 Commission.

The Connection between the collapse of Building 7 and the Twin Towers

Once viewers are satisfied that Building 7 came down as a result of a controlled demolition, they may well ask whether its destruction entails that the Twin Towers also came down through similar means, and not because of the impact of the planes and the resulting fires. The question is critical because as Jim Hoffman argues, if the destruction of the Twin Towers (plus Building 7) were caused by demolition, the official story collapses since Osama Bin Laden did not have the means to demolish the buildings from within. "Demolition is an all or nothing proposition: There is no plausible deniability⁴."

² *The New Pearl Harbor: Disturbing Questions About the Bush Administration and 9/11* < <http://www.amazon.com/exec/obidos/ISBN=1566565529/desiptheenvironm/> >

by David Ray Griffin Published by Interlink, March 1, 2004. If this link is used to purchase the book from Amazon.com, the DESIP website is afforded a small commission.

³ Quoted in Griffin, *The New Pearl Harbor*, p. 177.

⁴ <http://911research.wtc7.net/talks/towers/introduction.html>

Pioneering researcher Eric Hufschmid argues for a logical connection between the collapse of Building 7 and the Twin Towers and deduces that the only theory that makes sense is that the same group, who were responsible for bringing down Building 7, also brought down the Twin Towers. According to Hufschmid, anyone who suspects Building 7 was brought down by explosives “would have to come to the conclusion that explosives were used in the towers⁵.”

Such a connection is controversial, since it indicts the U.S. government for responsibility for 9/11. That is one reason that Jim Hoffman theorizes that WTC owner Larry Silverstein went on TV to admit that he and the NYC Chief of Police together agreed to “pull the building” with “pull” being slang for bringing the building down by means of controlled demolition. He believes that Silverstein, in an attempt to confuse the issue and to quell suspicion, was implicitly arguing that the issue of Building 7 was separate and distinct and had nothing to do with the collapse of the Twin Towers⁶.

However that may be, researcher David Ray Griffin believes that evidence points to the possibility that the 9/11 conspiracy involved some of the highest U.S. government officials as well as outside parties, possibly WTC owner Larry Silverstein⁷.

The logical connection

What is the logical connection between the collapses of the Twin Towers on the morning of 9/11 and the 5:30 PM collapse of Building 7? Eric Hufschmid begins by pointing to two possibilities: either the conspirators decided to bring down Building 7 after they saw the Twin Towers collapse or they prepared a demolition scenario beforehand⁸.

Hufschmid first dispenses with the possibility that the conspirators (he calls them the Axis of Good) took measures to bring down Building 7 after they saw the Twin Towers collapse. Such a scenario, he speculates, would require that several people quickly come together and arrange to bring explosives into the area, and set the charges. They would have to manage everything including coordination with the authorities to remove all Building 7 personnel and see to it that legitimate investigators are prevented from coming to the scene. And all this would have had to be undertaken spontaneously in the hectic time between 10 AM and 5:20 PM.

Hufschmid concludes that it is most likely that plans for the demolition of WTC -7 were prepared before 9/11. He theorizes that explosives were set in place in the 47-story skyscraper in good time and similarly the mechanics of setting off the demolition were arranged beforehand. In this case, Hufschmid argues, logic and/or common sense suggest that the same group of conspirators organized the destruction of all three towers.

Could Building 7 stand-alone as a case of solo collapse?

What would happen, Hufschmid asks, if, on 9/11, airplanes hit the towers but they did not fall down? Wouldn't it be suspicious if Building 7 had collapsed from fires smaller than those in the Towers? Might not the firemen “respond that fires do not cause steel buildings to collapse? ... Scientists and engineers would want to analyze the steel beams to see how fire did what no fire had done before.” Hufschmid argues that it would not be safe to destroy Building 7 unless the towers collapse first. “After the towers collapse, the collapse of Building 7 would appear to be just another weird event of that day's bizarre disasters. Therefore, whoever destroyed Building 7 would want to guarantee that the towers collapse first. This requires that they put explosives in the towers, also.” (Italics in original)

Hufschmid goes on to argue that there is likely to be coordination between the people who set the explosives and the hijackers or that the conspirators had some kind of control over the hijackers since it wouldn't make sense to prepare the explosives and then depend on the hijackers to follow through on their own. “What if the hijackers decide to switch from hitting the World Trade Center to hitting the U.S. Capitol... or they miss the towers and hit some other building?”

“An even more likely problem is that the hijackers get control of the aircraft...and then the FAA realizes that something is seriously wrong. The FAA contacts the military, and the military sends up a plane to investigate...” As David Ray Griffin and others have pointed out, military jet interceptions of wayward passenger jets is a routine occurrence. In the year before 9/11, from September 2000 through June 2001, there were 67 such interceptions. (If the major media had chosen to make public

⁵ Eric Hufschmid, *Painful Questions: An Analysis of the September 11th Attack* (California, End Point Software, 2002), p. 82.

⁶ Larry Silverstein's comment about “pulling” Building 7 was made in a September 2002 PBS documentary, “America Rebuilds.”

⁷ See Griffin, *The New Pearl Harbor*, p. 185.

⁸ *Painful Questions*, pp. 82-84.

this information about these routine military interceptions, there might have been a more effective call for a timely and proper investigation.)

Hufschmid concludes that the plot to destroy Building 7 required the cooperation of the FAA and/or the military. In addition, the conspirators would need to have control of the investigations and to do so they would have to destroy the evidence that remained in the ruins of the buildings and the rubble, a crime. Thus, the conspirators would have to have "influence over our government."

Once we conclude that Building 7 was brought down by a controlled demolition, it follows that the same group of conspirators also brought down the Twin Towers. It is also clear that such a conspiracy could not have been undertaken had it not been intimately connected to the highest levels of the U.S. military, in other words, the U.S. government.

4 - Le ROW

CE SALINGUE N'EST PAS DÉGEU

Pro-palestinien donc Anti-Sioniste

Par Pierre-Yves Salingue pysalingue31@hotmail.com

Il faut isoler l'état israélien d'apartheid, il faut isoler l'état colonial qui emprisonne.

Nul doute que ce sera difficile, plus difficile qu'avec l'Afrique du sud du fait de l'existence des verrous idéologiques posés par les dirigeants sionistes qui ont su faire d'un des pires actes d'atrocité de l'Histoire humaine, l'extermination des juifs d'Europe, une arme absolue qui prétend délégitimer tout combat contre l'état raciste israélien.

[...]

Plus de dix ans après Oslo et quatre ans après le début de la deuxième Intifada un débat est nécessaire et légitime quant aux fondements et aux objectifs politiques de l'action de solidarité: organiser la réflexion, confronter l'analyse à la réalité et discuter de la pertinence des mots d'ordre devraient être une préoccupation majeure de ceux qui se sont portés à la tête du mouvement et qui lui ont fixé son cadre.

Or ce n'est pas du tout à cela qu'on assiste, loin s'en faut.

Un mouvement «gangrené par l'antisémitisme»?

Tout en se refusant à mener le débat sur le fond, divers responsables ont identifié le coupable des difficultés rencontrées: le danger qui guette le mouvement de solidarité, c'est l'antisémitisme!

Le 21 octobre 2004 *Politis* publie une tribune libre de Robert Kissous, ancien de la CAPJPO et présentement membre de la direction de l'AFPS. Par delà le règlement de compte avec son ancienne organisation l'article vise plus particulièrement Europaléatine accusé de dérive, de vouloir "*affaiblir la crédibilité politique du mouvement de solidarité*" et de manquer de vigilance dans ses rapports avec **des "personnages douteux" antisémites et négationnistes.**

Trois semaines plus tard c'est à Michel Warschawski en personne qu'incombait la tâche de donner la mesure et le sens exact de l'attaque.

Pour lui, ce qui est en cause c'est "l'instrumentalisation de la solidarité avec les Palestiniens". Des "petits groupes racistes et négationnistes menacent de parasiter le mouvement de solidarité" écrit-il dans *Politis* et il en appelle à la mobilisation "jusqu'à **l'éradication totale** des abcès antisémites qui, si on les ignore, risquent, à terme, de gangrener le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien".

Dès lors l'affaire est entendue.

Ce qui n'était encore que "propos dangereux" pour l'UJFP ("vigilance SVP", communiqué du 14 mars 2004) devient la **ligne de démarcation** au sein du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien: chacun va désormais devoir décliner des garanties de non-antisémitisme s'il veut se mêler de la cause palestinienne et le tri sera fait par des professeurs experts en morale et éthique entre "les vrais" et "les faux" amis du peuple palestinien.

[Il n'ose pas aller jusqu'au bout et dire la vérité: le tri sera fait par des juifs qui, en tant que tels, sont les seuls habilités à juger de ce qui est permmissible dans la critique du sionisme...]

Et si l'exigence vaut pour tout le monde, elle vaut encore plus pour certains.

Car de Ravenel qui dénonce "certaines personnes issues de l'immigration maghrébine dont le discours assimile Israël et nazisme"⁹ à Warschawski qui parle de "certains jeunes Français des banlieues et cité populaires ...victimes de manipulations de groupes néo-nazis ou de prédicateurs intégristes"¹⁰ en passant par Naha Chahal qui condamne ceux qui "jouent sur les frustrations d'une partie des Français d'origine arabe qui se sentent solidaires des Palestiniens et des Irakiens"¹¹ tous s'accordent pour dénoncer le danger du "ressort communautariste" qui, selon eux, guide la solidarité des arabes de France avec les Palestiniens.

Cette offensive récente éclaire utilement la violente polémique menée contre Europalestine lors des élections européennes.

Les vraies raisons de l'attaque contre Europalestine.

Antérieurement à l'apparition d'Europalestine, la Capjpo ne dérangeait certains qu'en raison de la concurrence ainsi ouverte par une nouvelle association dans le champ de la solidarité avec le Peuple palestinien.

La Capjpo, particulièrement active et militante, bousculait un mouvement de solidarité traditionnel incarné par l'AFPS, pas très jeune, plutôt élitiste dans son recrutement et convaincu de son incontestable légitimité fondée notamment sur ses relations privilégiées avec quelques ONG palestiniennes et un statut d'interlocuteur plus ou moins officiel de l'Autorité palestinienne.

Certes, l'Association France Palestine ayant tardé à prendre des initiatives nouvelles dans les mois suivant le déclenchement de la deuxième Intifada, une nouvelle structure avait vu le jour, portée par des "non-spécialistes" de la question palestinienne.

Ceux-ci prirent l'initiative de délégations qui devaient devenir les "missions civiles de protection du Peuple palestinien". Mais un accord de partage fut rapidement trouvé par les responsables des deux associations: à l'une l'organisation des missions en Palestine, à l'autre l'organisation permanente des militants qui veulent agir ici en France.

Depuis les "campagnes civiles" continuent d'organiser des missions et sont par ailleurs devenues une référence utile à la promotion de certain(e)s au sein du mouvement alter mondialiste et des rencontres du FSE.

La Capjpo était un projet d'une autre nature, visant à organiser réellement des militants pour agir sur le terrain en France, organisant des campagnes d'agitation, des réunions publiques et notamment en 2003 un "concert pour la Paix" qui devait rassembler 15.000 personnes. La critique à l'encontre de la Capjpo relevait alors principalement de la défense d'un pré-carré ("la solidarité avec les Palestiniens, c'est nous") et, subsidiairement, de son "manque de volonté unitaire".

Mais les bases politiques du discours et des initiatives n'étaient guère différentes entre les organisations en concurrence: la Paix par la reprise de négociations, la fin de l'occupation de 67, un État pour les Palestiniens et, en tout état de cause, aucune remise en cause de la légitimité de l'État d'Israël.

En choisissant de présenter une liste concurrente et non d'interpeller les candidats des organisations politiques traditionnelles la Capjpo marquait une rupture avec la stratégie de pression du mouvement de solidarité sur les institutions européennes et sur les forces politiques françaises.

Les réactions à l'annonce de la liste Europalestine ne se firent pas attendre et on chercherait en vain dans les déclarations alors produites une quelconque critique du contenu politique des revendications avancées dans la profession de foi ou une quelconque allusion à " une dérive antisémite ".

Les prises de position défavorables se concentrèrent alors sur le risque pour certains parlementaires " amis du Peuple palestinien " de ne pas être réélu, chaque voix comptant et la liste Europalestine étant susceptible de prendre des voix à ces apôtres de la Paix au sein de l'institution européenne sortante.

Et quand Leila Shahid elle-même monta au créneau pour demander à Europalestine de retirer sa liste, c'est ce risque qui fut mentionné dans son communiqué et non pas le reproche d'une ligne politique spécifique qui serait développée par les militants de la Capjpo.

⁹ *Le Monde* 02/12/04

¹⁰ *Politis* 11/11/04

¹¹ *Politis* 02/12/04

Mais la "vraie crise" viendra de la dynamique de la campagne attestée par les résultats électoraux de la liste. Les scores atteints dans certaines communes de banlieue ne laissent aucun doute: dans ces endroits la question de la Palestine a polarisé une partie non négligeable des votes de familles immigrées spontanément favorables à la cause des Palestiniens.

D'ailleurs, précédant le vote, des affiches et des autocollants avaient fleuri dans ces quartiers, témoignant d'une implication dans la campagne d'individus bien au-delà des capacités militantes de la seule Capjpo.

Dès lors c'est le branle bas de combat. Un sociologue donne la caution académique à l'ouverture de la chasse en parlant de "dérive identitaire" et de "polarisation communautaire" et, d'insinuations en calomnies, on en arrive aujourd'hui au développement orchestré des attaques qui ne visent plus seulement Europaléatine. Il faut s'interroger sur les raisons profondes de cette réaction.

Contrairement aux affirmations alarmistes la liste Europaléatine ne porte aucune responsabilité dans la non élection de certains des candidats –Verts, Communistes et LCR-LO – la démonstration en sera faite et refaite par des militants blessés par la mauvaise foi des accusateurs.

Mais ce sera en vain car, avec les résultats, le problème s'est déplacé: **le danger n'est plus du côté des candidats mais du côté des électeurs!**

Ceux qui prétendent au monopole de la représentation politique ne pardonnent pas aux dirigeants de la Capjpo d'avoir, consciemment ou pas, pris un "risque": que ces forces jeunes et populaires issues de l'immigration maghrébine, spontanément propaléatiniennes et sans nuances contre l'état d'Israël qui assassinent leurs frères en Palestine, déjà bien visibles lors des manifestations contre la guerre en Irak, cherchent et **trouvent un cadre d'organisation politique permanent.**

Déjà lors des manifestations contre la guerre ce public avait suscité remarques et mises en garde des gardiens du discours "pro paléatinien politiquement correct", c'est à dire muet sur le sionisme et respectueux à l'égard d'un état dont le gouvernement peut être critiqué mais dont le drapeau ne doit pas être brûlé.

Dès lors tout discours un peu radical, voire toute action un peu "spectaculaire" est jugé susceptible de servir de réceptacle à la volonté d'en découdre de populations d'autant plus disposées à s'exprimer en dehors des règles fixées qu'elles se sentent exclues des lieux de décision et également frustrées par l'engagement bien timide des responsables politiques qui prétendent incarner "la revendication du droit des Palestiniens".

Là-aussi c'est l'argument du «danger d'antisémitisme» qui va servir d'alibi à la destruction de la dynamique engagée.

Bernard Ravenel déclare au *Monde* (01/12/04) "il faut éviter que des jeunes soient tentés de lire dans le conflit israélo-paléatinien des explications à leur propre frustration sociale»

Quant à M Warschavski il vante l'action qu'il mène avec Dominique Vidal et Leila Shahid, "parcourant la France d'en bas et dialoguant avec des jeunes des quartiers dits sensibles avec pour but d'empêcher l'instrumentalisation de leur solidarité généreuse avec les Palestiniens pour des causes qui font du tort à la Palestine et à leurs propres intérêts".

Les populations discriminées et humiliées par l'arrogance coloniale au sein des forteresses dépositaires de "la civilisation" et des "droits de l'Homme", en France comme en Israël, voilà le danger sinon l'ennemi! Passe encore qu'on doive leur permettre de temps en temps d'exprimer leur frustration et leur colère, mais les voir s'organiser pour peser dans les mobilisations populaires et dans les élections, là c'est la grosse artillerie de l'antisémitisme et du "choc des civilisations" qui est la cause commune d'une étrange coalition contre les nouveaux barbares.

Antisémitisme/Antisionisme/De quoi, de qui parle-t-on?

Ce que nous pouvons et devons faire, c'est dire que nous n'acceptons pas et n'accepterons pas l'expression publique d'antisémitisme dans nos mobilisations et que nous condamnons par avance tout acte ou propos raciste à l'égard d'une personne au motif de ses convictions religieuses ou de ses références culturelles.

Ceci ne pose aucun problème au sein du mouvement de solidarité et ceux/celles qui le fréquentent au quotidien et pas seulement sur les estrades ou dans les studios des médias, savent parfaitement que l'engagement est d'autant plus facile à tenir que de tels propos sont très minoritaires, marginaux voire inexistantes au sein du mouvement réel.

Mais la vraie difficulté n'est pas là: elle est dans la confusion délibérément entretenue entre antisémitisme et antisionisme, et elle est notamment dans la volonté de plus en plus omniprésente au sein même de la direction autoproclamée du mouvement d'interdire toute expression d'une remise en cause de l'état sioniste d'Israël.

Car c'est bien évidemment de cela dont il s'agit, par exemple:

- Dans l'affirmation constamment répétée du "droit de l'état d'Israël à des frontières sûres et reconnues"
- Dans le refus de mentionner le mot APARTHEID dans le matériel de la campagne «mur» du Collectif national et de la plate forme des ONG,
- Dans l'expression de B. Ravenel au journal le *Monde* du 02/12: "le mouvement de solidarité que je représente n'a jamais mis en cause le caractère indiscutable de l'existence de l'État d'Israël, ni entretenu d'ambiguïté sur l'antisémitisme"
- Dans le texte de l'appel "une autre voix juive" qui écrit dans un même paragraphe "*notre solidarité avec le peuple palestinien ne nous entraînera jamais à la moindre collusion avec ceux dont la sollicitude pour la Palestine n'a comme ressort que la haine des Juifs. Nous condamnons les forces palestiniennes opposées à l'existence de l'État d'Israël*"

Affirmer que l'État d'Israël est non seulement le résultat d'une entreprise coloniale mais qu'il est aujourd'hui un état raciste d'apartheid heurte de front cette volonté de protéger l'État d'Israël. Écrire qu'il faut "abolir le régime colonial et d'apartheid" vous met d'emblée dans le camp des antisémites qui "veulent jeter les Juifs à la mer". On nous explique qu'il ne faut pas être dupe des manœuvres de ceux qui tentent d'utiliser les excès de Sharon contre l'existence même d'Israël et que les «antisionistes radicaux» sont dangereux car la critique d'Israël, contrairement à l'antisémitisme vulgaire, paraît politiquement acceptable.

Or, comme l'écrit Georges Bensoussan (*Revue d'Histoire de la Shoah* 166 mai-août 1999) "la rhétorique antisioniste et anti Israël tente de masquer le vieux discours antijuif."

Et il rajoute "**du peuple à l'État le rejet a changé d'objet mais pas de nature. Il reste par essence génocidaire**".

Dès lors la messe est dite: ceux qui pensent que les droits des Palestiniens sont en contradiction avec le **seul état d'Israël réellement existant**, un état qui se définit lui-même comme "l'État juif", qui impose l'apartheid aux Palestiniens et poursuit sans relâche l'entreprise de nettoyage ethnique commencée en 1948 dans le but de devenir "ethniquement pur", ceux-là donc ne sont pas fréquentables.

S'ils ne sont pas à coup sûr antisémites du moins ont-ils partie liée avec eux ou font-ils preuve de "complaisance" à leur égard. Si certains consentent encore à dire du bout des lèvres que «tout antisioniste n'est pas nécessairement antisémite» il n'en demeure pas moins que "l'antisionisme facilite l'expression de l'antisémitisme".

Ainsi Antoine Spire peut-il écrire: "de l'antisionisme au vœu de disparition de l'état hébreu, il n'y a qu'un fil, et de la disparition de l'état hébreu à la haine de ceux qui militent pour le droit à l'existence de l'état d'Israël, il n'y a qu'un pas".

Etre antisioniste devient dès lors particulièrement suspect, notamment au sein du mouvement de solidarité: le slogan "sionistes, racistes, c'est vous les terroristes" est banni des mots d'ordre officiels, brûler le drapeau israélien devient un crime et vous rend complice des nazis.

La pression est telle que, dans les débats, rares sont ceux qui osent poser la question de la signification politique d'un "état juif" ou celle du lien de causalité entre l'existence d'un tel état, sa politique terroriste, raciste et coloniale et un possible regain d'expressions antijuives. Même ceux qui dénoncent les accusations d'antisémitisme de gauche (cf. Pascal Boniface, *Politis* 828) se croient obligés de donner des garanties en affirmant le lien entre combat contre l'antisémitisme et reconnaissance du "droit d'Israël d'exister dans des frontières sûres et reconnues" avec en prime la condamnation des «attentats suicide.»

Les "post-sionistes" ne sont pas en reste. Présents dans le mouvement de solidarité ils revendiquent le droit de critiquer la politique israélienne, c'est à dire la politique de Sharon, mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils font cela pour le plus grand bien d'Israël, préoccupés qu'ils sont par son avenir!

Ceux-ci sont le reflet en France des sionistes un peu honteux, tels Burg et Beilin qui jouent le rôle de défenseurs des valeurs morales du sionisme et de la mission libératrice de l'état d'Israël. "L'occupation nous tue" clament-ils, plus préoccupés par "l'affaiblissement des valeurs morales de Tsahal" que par la destruction des vies et de la société palestiniennes par l'armée coloniale.

"On ne peut plus défendre la politique israélienne" reprennent en écho quelques intellectuels et responsables politiques et associatifs français moralement torturés par la médiatisation des exactions de l'armée israélienne et qui ne sont même plus certains que Shimon Peres suffira à faire admettre que "Israël a le droit de se défendre." D'autres, tels les membres de l'UJFP, affirment leur volonté de lutter pour favoriser au sein des juifs français "une rupture du soutien **aveugle** à la politique

¹² *Hommes et Libertés*, revue de la LDH, n° 127

israélienne": autrement dit un soutien à Israël quand même, mais réfléchi et en connaissance de cause! Les sionistes "durs" ont bien entendu compris les enjeux de la situation.

Par leurs choix constants depuis des dizaines d'années tous les gouvernements israéliens ont lié leur sort à celui de l'impérialisme et notamment aujourd'hui à la guerre totale menée aux peuples par les gouvernements des USA. **L'élimination du nationalisme palestinien et la défaite des Palestiniens dans leur combat pour leurs droits nationaux sont inscrites dans ce qui est la vraie "feuille de route" de l'Impérialisme.**

Dans cette guerre il n'y a pas de place pour les états d'âme et tous les coups sont permis. Et c'est ainsi que, bien que multipliant les gages de soutien "au droit d'Israël d'exister", bien qu'en rajoutant à chaque fois sur les condamnations du «terrorisme palestinien», bien que s'opposant avec la plus grande vigueur à toute politique visant à effectivement condamner et isoler Israël comme un état colonisateur raciste d'apartheid à l'égard de la population palestinienne...nos sionistes "mous" se retrouvent au banc d'infamie des accusés d'antisémitisme, partageant à leur grande honte l'accusation avec des antisionistes dont ils veulent à tout prix se différencier.

C'est la raison de leur offensive actuelle contre l'antisionisme, laquelle vient compléter **une position de retrait à l'égard de la résistance palestinienne.** Car la distanciation avec tout acte de résistance suspect de s'en prendre à la légitimité de l'état d'Israël est devenue le sauf conduit indispensable à toute expression d'une solidarité prudente avec les Palestiniens: tant que ceux ci mendient ou votent (à l'intérieur des frontières de 67, bien sûr) ceux ci attirent la sympathie qu'il sied de manifester aux victimes, mais gare aux autres qui prétendent poursuivre leur action de résistance quand refléussent «les espoirs de paix»

Des parlementaires européens aux responsables des associations, chacun y va de sa condamnation du "terrorisme", certains prenant la précaution de préciser que le dit terrorisme est "l'aboutissement de la guerre à outrance menée par Sharon" (tract LCR, 15/11/2004)

Mais c'est quand même du " terrorisme ", pas de la **résistance** n'est-ce pas?

Et quand les manifestants de la Paix israéliens commencent leur rassemblement " pour le retrait de Gaza " par une minute de silence à la mémoire de six soldats israéliens tués dans leur char détruit à Gaza, de «vrais amis» de la Palestine voient dans le rassemblement "une lueur d'espoir pour la paix" et ne trouvent rien à redire à l'hommage rendu à ceux qui détruisent et assassinent chaque jour à Rafah.

Bref, il faut surtout éviter de nommer et de se confronter à ce qui est pourtant la clé de l'énigme de cette paix rigoureusement impossible à atteindre dans les conditions créées par " le partage " décidé par l'ONU en 1947: **le sionisme, ce nationalisme réactionnaire importé en Palestine par des colons conquérants et spoliateurs, imposé aux peuples arabes du Moyen-orient par la force des armes, implanté et maintenu avec l'appui de l'Impérialisme, ne peut qu'apporter et entretenir la guerre.**

Jamais un tel État ne permettra aux Palestiniens d'exercer leurs droits à l'autodétermination, jamais il n'acceptera d'être lié par un accord de paix avec le peuple palestinien car son essence c'est la liquidation de ce peuple en tant qu'entité nationale sur la terre de Palestine.

Pourquoi cette offensive et pourquoi maintenant?

"Au vu des faits sur place, il est évident que la création d'un État palestinien sera impossible...Le seul avenir envisagé pour le peuple palestinien est celui d'un pays de ghettos et de bantoustans, et une terre sous domination et humiliation permanente d'Israël¹³."

Cette réalité des "faits sur place", observables par quiconque se rend en Palestine et prend le temps de les constater, est jusqu'à ce jour farouchement occultée par la direction d'un mouvement qui s'accroche désespérément à la fiction de "l'État palestinien indépendant". Or cette hypothèse a vécu, éliminée par la logique conquérante du sionisme et par la volonté impérialiste de détruire tout nationalisme indépendant au Moyen Orient.

Mais ce qui a rendu totalement obsolètes les discours illusoires sur "les deux états vivant en paix côte à côte" ce ne sont pas "les excès de Sharon." L'anéantissement de l'hypothèse de l'état palestinien indépendant aux côtés d'Israël est le résultat de l'accumulation de dizaines d'années de politique coloniale menée par TOUS les gouvernements israéliens.

Certes, les conséquences du refus de prendre en compte les racines réelles de la question palestinienne se sont particulièrement révélées depuis la décision d'Israël de s'impliquer totalement dans la stratégie de guerre des USA après le 11 septembre 2001. La direction sioniste a profité de

¹³ [Piégés comme des rats](#), ISM, 15 janvier 2005.

l'engagement par Bush de la guerre totale contre les peuples pour conforter ses propres intérêts d'état sioniste visant à consolider ses conquêtes territoriales.

Mais ce que Sharon a pu faire depuis son arrivée au pouvoir et après le 11 septembre 2001 a été préparé et permis par tout ce qui a été mis en œuvre durant "la paix d'Oslo": construction des colonies, des routes " de contournement ", isolement et enfermement de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza dans des secteurs dits d'Autonomie palestinienne etc.

Tout entier acquis au "processus de paix" et sans la moindre attention à ceux qui le mettaient en garde contre les illusions, le mouvement de solidarité est aujourd'hui confronté au désastre issu du choix calamiteux de la direction de l'OLP lors de sa signature des «accords d'Oslo» en septembre 1993.

Le refus obstiné de se confronter à la question de la nature et de la fonction politique d'Israël, celles d'un état colonial raciste, chien de garde des intérêts de l'Impérialisme au Moyen-Orient, a finalement abouti à une subordination aux prétendus plans de paix des puissances impérialistes aujourd'hui sous hégémonie américaine.

Refusant d'aller à la racine des choses, refusant d'admettre la convergence du projet sioniste d'occupation de toute la Palestine avec le projet de l'impérialisme de détruire toute volonté d'autodétermination des peuples arabes du Moyen Orient et notamment de détruire les bases du nationalisme palestinien, réduisant le problème à un manque de respect des "règles du Droit" et des engagements pris dans une perspective de règlement antérieurement baptisée "la Terre contre la Paix", le mouvement de solidarité s'est cantonné à la recherche d' "une paix juste entre israéliens et palestiniens" qui consistait à proclamer le droit des palestiniens à un état, tentant de se construire aux côtés de la puissance colonisatrice sioniste, dans les limites des "frontières de 67 "

Ce qui était un compromis (avec probablement l'illusion qu'il soit provisoire pour certains) de la majorité de la direction de l'OLP est devenu l'horizon exclusif et indépassable du mouvement de solidarité qui s'est construit non pas comme un **mouvement de soutien à la lutte de libération nationale du peuple palestinien mais comme un mouvement d'appoint à la réalisation de l'état palestinien sur 20% de la Palestine, centrant son action sur la fin de l'occupation des territoires conquis en 1967 où vit un tiers du Peuple palestinien.**

Ce ralliement à la revendication des "deux états pour deux peuples" s'est accompagné d'une quasi-disparition des autres revendications nationales palestiniennes.

Il en est ainsi de la question du **droit au retour des réfugiés**, qui sont aujourd'hui 5 millions, soit plus de la moitié des Palestiniens, qui est une revendication centrale pour l'immense majorité des Palestiniens et que la direction de l'OLP n'a jamais officiellement abandonnée, quelles que soient les ambiguïtés de certains dirigeants palestiniens et les compromissions d'autres.

Cette exigence ne fait pas partie des bases constitutives de beaucoup des organisations et associations qui se réclament pourtant de la "solidarité avec les Palestiniens."

Parmi celles qui l'ont retenue dans leurs bases politiques beaucoup lui font une place assez confidentielle et en tout état de cause n'en font jamais une exigence pour des actions communes.

Or, depuis qu'il a pris son essor en Palestine le sionisme met en œuvre la politique de nettoyage ethnique des Palestiniens la plus appropriée aux rapports de forces régionaux et aux circonstances internationales.

Si les sionistes ont expulsé par la force des centaines de milliers de Palestiniens d'abord en 1948 puis en 1967 ce n'est évidemment pas pour les voir revenir "légalement", au terme d'une négociation et en application d'un droit international dont il n'a que faire.

Accepter le droit au retour c'est remettre en cause la conception ethnique qui fonde l'état d'Israël comme un "état juif"

Ceci signifie que si le droit au retour ne fait pas partie des bases constitutives du Collectif national et s'il n'est pas défendu par de nombreuses associations et organisations qui s'affirment «solidaires des Palestiniens», c'est tout simplement parce que la mise en œuvre de cette revendication est contradictoire avec les fondements sionistes de l'État d'Israël et pas seulement avec la "politique de Sharon" ou avec "les excès de Tsahal"

La perspective de l'état palestinien indépendant permettait d'atténuer sinon de masquer totalement cette formidable injustice: du moins les réfugiés pourraient-ils avoir leur État et un passeport!

Autres Palestiniens à qui on demande aussi d'être «réalistes» quand on n'oublie pas tout simplement leur existence, les Palestiniens vivant en Israël, les Palestiniens de 1948 comme ils se nomment eux-mêmes. Ils sont 1 million vivant en Israël aujourd'hui comme des citoyens de deuxième zone, victime d'une ségrégation systématique qui prépare la mise en œuvre d'un régime d'apartheid total au sein même de l'État sioniste.

On l'a compris, en l'absence de la perspective d'un état palestinien indépendant, ne pas revendiquer l'application concrète du droit au retour et ne pas soutenir la lutte des Palestiniens de 48 victimes du nettoyage ethnique et de l'apartheid dans le Naqab et en Galilée par exemple, c'est se retrouver dans une posture de défense du droit d'Israël à exister...comme un «état juif», avec le moins possible de Palestiniens, aujourd'hui sur 80% et dans quelques mois sur 90% du territoire de la Palestine historique, sans droits nationaux réels pour les Palestiniens quel que soit le côté du mur où ils habitent, c'est défendre le droit d'Israël à exister comme un état raciste d'apartheid.

Position évidemment difficile à assumer pour un "mouvement de solidarité avec la Palestine"!

Quand on prend conscience d'être engagé dans une impasse politique, on a le choix entre deux attitudes:

- procéder à un bilan et notamment confronter la théorie (les bases du projet politique) avec la réalité des faits.
- ou s'obstiner dans l'erreur et chercher des coupables et des bouc-émissaires.

C'est manifestement la deuxième voie qu'ont choisi certains des responsables politiques et associatifs du mouvement «pour une paix juste et durable etc.» D'une part ils ont décidé de s'inscrire, plus ou moins explicitement suivant les cas, dans une logique de soutien aux prétendus plans de paix tels la " Feuille de route ", le "texte de Genève" la reprise du " plan Clinton " etc.

Il en est même qui jugent positif le prétendu plan de retrait de Gaza! En agissant ainsi ils prêtent la main à tous ceux qui veulent continuer d'alimenter la fiction d'un état indépendant palestinien. Peu leur importe que le soi-disant "état indépendant palestinien" possède les attributs d'un état, soit économiquement viable, ait la maîtrise de ses ressources naturelles etc.

Ils sont prêts à accepter un état au rabais, parce qu'avec les représentants d'un état, même fantôme, Israël et les instances internationales discuteront des "frontières" (strictement le long la ligne verte? Ou avec quelques " échanges de territoire " ? Où passera le mur? etc.) alors qu'avec des dirigeants d'un mouvement de libération, on ne peut éviter de parler de revendications nationales et de droit à la résistance!

Dans la logique de leur soutien aux accords d'Oslo ils s'apprêtent ainsi à alimenter le rideau de fumée qui doit masquer la réalité d'une politique qui vise à "piéger les Palestiniens comme des rats". D'autre part ils doivent déconsidérer ceux qui proposent au mouvement un autre cadre d'explication, fondé sur une compréhension de la nature du projet sioniste et sur la fonction attribuée à Israël dans le projet impérialiste de remodelage et de contrôle de «nouveau grand Moyen-Orient.»

Rendre suspects d'antisémitisme ceux qui parlent de sionisme, d'état raciste d'apartheid et de droits nationaux pour tout le peuple palestinien, tel est le moyen choisi par les exécuteurs testamentaires du projet failli qui a mené les Palestiniens au désastre actuel et ouvre la voie à une nouvelle catastrophe.

Soutenir la lutte de libération du Peuple palestinien

Aujourd'hui la première responsabilité d'un mouvement de soutien est de prendre la mesure des enjeux de la situation à laquelle est confronté le peuple palestinien.

Le vrai enjeu est celui de la destruction de la cause nationale palestinienne par l'imposition au peuple palestinien dispersé du renoncement à ses droits, dont le premier est celui de l'autodétermination. Ceci passe par la destruction de la résistance palestinienne qui, avec la résistance du peuple irakien, est un obstacle majeur à la réalisation du plan impérialiste de futur " grand Moyen-Orient "

L'état sioniste d'Israël, avec son projet colonial d'occupation et d'annexion de la Palestine, est la pierre angulaire du dispositif impérialiste de contrôle de la région et de mise en tutelle des peuples arabes qui l'habitent. Pour les dirigeants impérialistes et ceux de l'état sioniste il convient de masquer autant que faire se peut les objectifs réels et les conséquences concrètes de cette politique sur les populations concernées.

Plans de paix, conférences internationales et discours sur la «démocratie» alimentent une agitation médiatique orchestrée qui vise à concentrer l'attention de l'opinion publique sur des événements et des faits secondaires. Élections " démocratiques " en Irak et en Palestine, " réformes ", «lutte contre la corruption», "reconstruction" etc. sont autant de mirages destinés à masquer la vérité d'une nouvelle entreprise de colonisation et d'asservissement des peuples arabes de la région.

C'est pour ces raisons que toute " solidarité " fondée sur l'objectif d'imposer une négociation destinée à parvenir à une " paix juste " fondée sur " un partage équitable des terres et des ressources " est une impasse, tragique et sanglante pour les peuples qui sont censés en être bénéficiaires.

S'agissant de la question palestinienne il existe une réalité incontournable même pour les plus sincères des partisans de la paix entre les deux peuples: c'est l'état israélien réellement existant.

Celui-ci résulte du choix fait par les dirigeants sionistes de lier le sort de leur projet politique à l'impérialisme dominant. Ce choix, (remarquable pour un prétendu «mouvement de libération nationale» du peuple juif!), a marqué à jamais la nature et la fonction de cet état imposé aux peuples arabes et fondé sur la négation du peuple palestinien et de ses droits.

C'est aussi pour cela que croire que "quelques hommes courageux et de bonne volonté de part et d'autre" peuvent mettre un terme au "conflit" est une illusion dont les peuples ont déjà payé le prix fort et dont la répétition, après des expériences désastreuses telle celle des accords d'Oslo, contraint à s'interroger sur la réalité des intentions et des intérêts de ceux qui la défendent à nouveau.

Le mouvement de soutien que le peuple palestinien appelle de ses vœux¹⁴ est un mouvement qui l'appuie dans sa lutte de libération et pour la conquête de ses droits nationaux, pas un mouvement d'appui à des prétendues "solutions justes et durables" qui posent comme condition incontournable le respect d'un état colonial d'apartheid qui est la négation même des droits des Palestiniens.

Dans ces conditions, "élargir et renforcer la solidarité" ce n'est pas inviter plus d'hommes et de femmes à adhérer à des mirages et à répandre à leur tour des illusions.

Il ne s'agit donc pas d'être "plus radical" pour le plaisir comme l'accusation est portée par les prétendus réalistes qui considèrent qu'Israël est un "fait accompli" et que le Peuple palestinien, remercié au passage pour ses "sacrifices généreux", devra se contenter de la portion congrue: une petite Palestine en forme de confettis, pas de retour pour les réfugiés etc.

Il s'agit d'abord et tout simplement d'être honnête avec celles et ceux qui découvrent ou réalisent l'ampleur de l'injustice et entrent sincèrement en sympathie naturelle avec les Palestiniens. Ces hommes et ces femmes ont le droit de savoir quelles sont les racines de l'injustice et quels sont les vrais motifs et enjeux de l'affrontement dès lors qu'ils veulent s'impliquer et contribuer à la recherche d'une issue qui respecte tous les droits de tout le peuple palestinien.

Il s'agit ensuite d'être très réalistes - beaucoup plus réalistes que ceux qui prétendent l'être en proposant des "solutions modérées et équilibrées" - en pensant que les peuples du monde, dont nous faisons partie, n'ont d'autre avenir possible que dans la résistance à tous les plans d'oppression, de soumission et d'asservissement.

C'est aussi la responsabilité des mouvements de soutien, en liaison avec les initiatives du mouvement antiguerre, d'aider les peuples irakiens et palestiniens qui sont aujourd'hui les maillons les plus exposés de cette cause universelle à ne pas rompre, à tenir, à reprendre des forces et contribuer ainsi à la défaite des plans de l'Impérialisme.

Elargir et renforcer le soutien c'est donc développer un puissant mouvement populaire solidaire des droits, des revendications et des actions de résistance choisies par les peuples occupés et opprimés.

S'agissant du soutien au peuple palestinien il faut un soutien sans faille à sa lutte de libération nationale et donc en premier lieu à son droit à l'autodétermination, exigence dont le droit au retour des réfugiés est inséparable.

Pour desserrer le nœud coulant d'une occupation qui asphyxie les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, il faut développer une puissante campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions à l'encontre de l'état d'Israël.

Il faut isoler l'état israélien d'apartheid, il faut isoler l'état colonial qui emprisonne. Nul doute que ce sera difficile, plus difficile qu'avec l'Afrique du sud du fait de l'existence des verrous idéologiques posés par les dirigeants sionistes qui ont su faire d'un des pires actes d'atrocité de l'Histoire humaine, l'extermination des juifs d'Europe, une arme absolue qui prétend délégitimer tout combat contre l'état raciste israélien.

Soutenir la lutte des Palestiniens c'est aussi les aider à reconstituer leurs forces, aider les hommes et les femmes à reprendre confiance dans l'action collective, dans l'expression de leurs exigences démocratiques et de leurs droits sociaux, dans la réalisation de leurs projets économiques, éducatifs, culturels, politiques et associatifs avec un souci scrupuleux de leur indépendance de décision.

C'est là un point décisif d'action d'un mouvement de soutien à l'heure où reviennent en force en Palestine les donateurs privés et les financeurs publics (USAID, Communauté européenne etc.) qui conditionnent leur aide aux ONG palestiniennes à l'engagement d'actions qui s'inscrivent dans la normalisation imposée et s'éloignent de tout esprit de résistance.

C'est ainsi que, loin de se substituer à eux et de prétendre décider à leur place, nous les aiderons à reconquérir et reconstruire les outils de réflexion, de débat collectif et d'action dont ils/elles

¹⁴ Idem< ;

ont besoin et que nous ne devons pas confondre avec les prétendues «opportunités démocratiques», octroyées aux Palestiniens par les chars israéliens et réservés à une élite politique et sociale qui accapare les médias mais est coupée de la population et ne représente pas ses intérêts.

C'est là une condition pour que les Palestiniens et les Palestiniennes puissent vraiment choisir les objectifs, la stratégie et les moyens de leur résistance à l'oppression coloniale et de leur libération.

Plutôt que leur reprocher certains moyens utilisés dans leur résistance, la tâche d'un mouvement de soutien est de les aider à réunir les conditions du «choix des armes» et de leur permettre d'agir conformément à ce choix.

Pour faire tout cela et pour toutes ces raisons c'est d'un mouvement de soutien consciemment et délibérément antisioniste dont les Palestiniens ont besoin.

International Solidarity Movement, 30 janvier 2005

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=2231&type=analyse&lesujet=Résistances> >

SIONISTES DANGEREUX

L'anti-sionisme de la Torah

Propos recueillis par Eric de Bellefroid

Pour des juifs hassidiques et des juifs libéraux, les sionistes étaient aussi dangereux que les missionnaires chrétiens parce que les uns et les autres voulaient détacher les Juifs de la Torah

YAKOV M. RABKIN, Historien - Professeur à l'Université de Montréal. Auteur de «Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme»

Yakov M. Rabkin, historien à l'Université de Montréal cultive deux champs de recherche de prédilection: l'histoire juive contemporaine et l'histoire des sciences. Il a étudié le judaïsme auprès de plusieurs rabbins au Canada, en France et en Israël. Il était arrivé au Canada en 1973 après avoir vécu 28 ans en Union soviétique, son pays natal. Il a également passé de nombreuses années sabbatiques en Israël même.

S'il fit beaucoup parler de lui l'an dernier, c'est parce qu'il commit un ouvrage peu ordinaire, «Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme»¹⁵. Il y soutient, dans ce qui pourrait paraître à première vue une curieuse dissonance, pour ses détracteurs en tout cas, qu'il y a parmi les partisans inconditionnels de l'État hébreu moins de juifs que de chrétiens. Et que cette opposition au sionisme articulée au nom de la tradition juive minerait en définitive la légitimité proprement juive de l'État d'Israël, représentant même, selon un expert local, «une menace plus fondamentale que l'hostilité arabe et palestinienne».

Le Pr Rabkin pense que l'opposition juive à l'existence même de l'État juif est un phénomène occulté, voire censuré, qui suscite autant de colère que de curiosité. Il était venu dernièrement s'ouvrir à Bruxelles de ce bouillant sujet. «Il n'est aucun précepte dans la tradition juive, insiste-t-il, qui nous oblige à vivre là où Abraham a marché.»

Le propos de votre livre est délicat en ces temps de confusion et d'amalgames.

Je suis très conscient qu'existe - mais un peu moins au Canada - un tel climat de terreur intellectuelle. Vous comprenez bien que c'est une tactique qui tend à étouffer le débat. Mais, en qualité d'historien, j'ai voulu jeter un peu de lumière sur un sujet très peu connu par le public.

A quand remonte cette opposition juive au sionisme?

Je traite en réalité d'une partie de cette opposition seulement. Car il en existe une autre, celle qui provient de la gauche, des communistes et des socialistes, qui étaient opposés à l'idée d'un État-Nation juif pour des raisons humanitaires à caractère marxiste. Moi, je me concentre sur tous ceux qui le font au nom de la Torah et de la tradition juive. Pas nécessairement des juifs hassidiques - comme

¹⁵ Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme, Yakov M. Rabkin, les Presses de l'Université Laval, 2004.

ici à Anvers - mais également des juifs libéraux. Je commence donc avec le début du sionisme politique à la fin du XIX^e siècle et j'amène cela jusqu'à l'époque moderne.

Pour ces gens-là, l'idée du sionisme constitue une rupture dans la continuité juive. Les sionistes eux-mêmes admettent volontiers qu'il faut nier le judaïsme pour pouvoir construire un nouveau peuple dans un nouveau pays. C'est un des grands projets de transformation qu'on a connus au XX^e siècle. Le premier congrès sioniste ne s'est pas tenu par hasard à Bâle, à l'heure des grands mouvements nationalistes. Toutes les ressources humaines viennent d'Europe. Il fallait créer une conscience nationale au sein d'un groupe religieux qui n'en avait pas, puis créer une langue commune et les transporter dans un pays lointain, et y assurer un contrôle politique et militaire.

Quelles furent les grandes figures du mouvement d'opposition au sionisme?

Par exemple, le leader du mouvement hassidique Loubavitch, au début du XX^e siècle, considérait que c'était une forme d'idolâtrie. Qu'en fait, on vidait de son contenu l'essence de l'identité juive. En vérité, presque toute l'opinion juive en ce temps-là était anti-sioniste. Il se trouvait juste un petit groupe qui parlait au nom du peuple juif, comme les bolcheviques parlaient au nom de la classe ouvrière.

Theodor Herzl était donc très minoritaire...

Absolument. C'était d'ailleurs quelqu'un de très éloigné de la tradition juive. C'était un Juif parfaitement assimilé, mais dont l'assimilation ne réussissait pourtant pas entièrement. Il se sentait un peu rejeté par la société autrichienne. Il a en quelque sorte cherché une solution collective à un problème personnel. Autour de lui aussi, l'on retrouvait de grands intellectuels, certes fascinants, mais mal à l'aise dans cette société de la fin de ce siècle-là.

Peut-on penser cependant que leur projet procédait assez ponctuellement de l'Affaire Dreyfus?

Pas vraiment, parce que la réaction de Herzl, qui était certainement un très grand intellectuel doté d'un immense charisme, n'était pas celle d'un juif français. D'autant que, finalement, Dreyfus a gagné et que l'opinion française avait démontré qu'on pouvait protéger des Juifs. Mais Herzl était un homme du nationalisme de la fin du XIX^e siècle.

Mais en quoi la Torah aura-t-elle irrigué l'opposition au sionisme?

Les rabbins du début du XX^e siècle craignaient un changement profond de l'identité juive. Ce qui identifiait le Juif de l'époque, c'était un certain rapport à la Torah, même si l'on pouvait la transgresser. Or, les sionistes voulaient créer un peuple normal; normaliser les Juifs. Donc, les détacher de cet héritage au point que ce rapport à la Torah disparût. Et bien entendu, pour ceux qui y étaient très attachés, c'était un sacrilège. Pour certains encore aujourd'hui, cela demeure une tragédie.

Il est sûr aujourd'hui que les sionistes ont «réussi». Je vois, comme historien, qu'une nouvelle identité s'est créée, un nouveau système de valeurs que je refuse de qualifier de nouvelle religion. Des valeurs positives du Talmud, telles que la bienfaisance, la réserve, la timidité, sont devenues maintenant de mauvais traits de caractère. Au reste, la haine actuelle du judaïsme, dans la majorité laïque de la société israélienne, est sans égale si on la compare à d'autres pays. Les rabbins n'avaient donc pas tort d'y voir un grand danger. L'un d'eux disait au début du XX^e siècle que les sionistes étaient aussi dangereux que les missionnaires chrétiens parce que les uns et les autres voulaient détacher les Juifs de la Torah.

Tout nouveau système doit nier le précédent, et ses «vestiges obscurantistes». Au point qu'on retrouve en Israël de nos jours les mêmes stéréotypes que ceux véhiculés par l'antisémitisme. Mon livre, au fond, distingue entre Juifs et sionistes, entre Israël et la diaspora. Il montre aussi qu'existent des sionistes juifs, bien sûr, mais également chrétiens. Je dis d'ailleurs qu'il y a plus maintenant de sionistes chrétiens. L'idée de faire retourner les Juifs en terre sainte circulait parmi les antisémites anglais, auxquels entre autres appartenait Balfour.

L'essentiel à mes yeux est que les gens voient qu'il ne faut plus faire ces amalgames. Car la violence antijuive qui se déchaîne aujourd'hui par exemple en Europe - en Belgique notamment - n'est qu'une retombée de la situation au Moyen-Orient. La propagande nous fait croire qu'Israël parle au nom de tous les Juifs, qu'il représente le consensus juif. La réalité est beaucoup plus diverse.

Il faut reconnaître que l'appréciation de la communauté juive, dans son vaste ensemble, est toujours assez monolithique, alors que sa réalité intérieure paraît terriblement éclatée.

C'est tout à fait exact. On parle de «la» communauté juive. Or il se trouve, ici même en Belgique, des Juifs qui ne se sont jamais serré la main, ni assis à la même table. Aussi, quand on dit que la communauté juive appuie Israël, c'est excellent pour M. Sharon, qui aime beaucoup cela. Mais c'est suicidaire pour les Juifs. Pourquoi faut-il, surtout en France, manifester cette unanimité qui ne correspond à aucune réalité. Les Juifs ont toujours été caractérisés par des dissensions assez considérables. Le Talmud n'est qu'une collection de disputes. Ne dit-on pas qu'il y a deux Juifs et trois opinions? C'est une tradition millénaire. Et tout d'un coup, tout le monde est uni autour du drapeau israélien. Mais la société israélienne, en vérité, est extrêmement divisée. Pour beaucoup de Juifs, le drapeau est tout ce qu'il leur reste. Ils mangent du porc, transgressent le shabbat, épousent des non-Juives, leurs enfants ignorent tout cela...

Aujourd'hui, il existe à l'évidence chez les Juifs pro-sionistes un désir politique de montrer qu'Israël représente tout le monde. Comme si c'était notre dernier salut contre une nouvelle Shoah. Il y a un discours instrumentalisé, mais c'est mon devoir d'intellectuel de démontrer la situation telle qu'elle existe. Vous savez, aucun journal en Occident n'ose critiquer Israël comme le fait par exemple «Haaretz». Peut-être ai-je, à cause de mes origines soviétiques, une certaine allergie envers la pensée unique...

Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme, Yakov M. Rabkin, les Presses de l'Université Laval, 2004.

La Libre Belgique, 15 mars 2005

QUI EST LE FAF?

Nazbol HQ Ransacked

About 25 young men on 5 March burst into the Moscow headquarters of the radical leftist National Bolshevik Party (NBP) and ransacked it, RIA-Novosti reported. The raiders used baseball bats and metal bars to break down the doors and destroy office equipment before leaving a videotaped message in which they said they had "settled scores" with the party. They also injured several party members who tried to resist the attack. Police refused to confirm reports that some suspected attackers had been arrested, the news agency reported. The party's website (<http://www.nbp-info.ru>) features a 6 March statement blaming the attack on the new pro-Kremlin youth movement **Nashi**. The NBP office was similarly attacked on 29 January, in an incident that party activists say was instigated by the Kremlin.

FAUT-IL BRÛLER LES PARPAILLOTS?

Des évangéliques protestants tiennent congrès à Lyon et chantent les louanges d'Israël L'Ambassade chrétienne a peu d'adeptes français

La soirée a commencé par des danses hassidiques et des chants à la gloire de Jérusalem, rythmés par un pasteur noir tout de blanc vêtu, entourés de ses choristes et musiciens. «Alléluia», «terre choisie», «Jérusalem ville d'or», les fidèles ont repris en coeur les mélodies, brandissant des drapeaux israéliens en plastique. L'Ambassade chrétienne internationale de Jérusalem (ACIJ), qui tient jusqu'au samedi 13 novembre, à Meyzieu, dans la banlieue lyonnaise, ses journées nationales, est peu connue du «monde français», comme l'a souligné Jean Fauvel, l'un des pasteurs organisateurs de la soirée. Pourtant, jeudi 11 novembre, cette organisation protestante recevait à Lyon l'ambassadeur d'Israël en France, Nissim Zvili.

Créé en 1980 par des chrétiens évangéliques américains, convaincus que le messie reviendra en Israël (*Le Monde* du 19 octobre), ce mouvement proche du président américain, Georges W. Bush, a son siège à Jérusalem. En France, l'ACIJ compte, selon ses responsables installés à Bourgen-Bresse, entre 300 et 400 fidèles.

Jeudi, une poignée étaient présents, salle Victor-Hugo, dans le 6^e arrondissement de Lyon, là même où le prédicateur musulman Tariq Ramadan a l'habitude de tenir ses conférences. Les élus lyonnais, comme l'ont expliqué les organisateurs, s'étaient fait excuser, le maire (PS), Gérard Collomb, le président (PS) du conseil régional, Jean-Jack Queyranne, mais aussi le député (UMP) de la circonscription, Christian Philip.

Sur l'estrade, aux couleurs du drapeau israélien, les responsables ne s'en sont pas émus davantage. «Nous voulons être à côté du peuple d'Israël. L'avenir de cette nation n'appartient pas aux Nations unies, ni à la France ni à aucun pays, mais à Dieu», s'est époumoné David Parsons, un Américain, «chargé des relations» de l'organisation à Jérusalem.

Se saisissant de l'actualité, particulièrement de la mort de Yasser Arafat, l'évangélique s'est insurgé contre l'atmosphère de «délégitimation de l'existence d'Israël». Peu avant, en fin d'après midi, M. Parsons, venu à Lyon expliquer aux fidèles français «l'enjeu de la présence chrétienne au Proche-Orient», avait tenu à affirmer, devant la presse, son absence d'hostilité envers les Arabes. «Notre position en faveur d'Israël n'a rien à voir avec des positions racistes. Nous croyons que la Bible nous a dit que Dieu a choisi le peuple juif pour unir le monde.» L'organisation affirme ne pas pratiquer le prosélytisme, mais favoriser seulement la lutte contre «la désinformation».

Si, en France, ce mouvement reste anecdotique, l'ACIJ estime toucher, à travers son magazine, 125 000 personnes dans le monde, et revendique le premier rang d'un «mouvement toujours grandissant qui rassemble des chrétiens du monde entier amoureux de Sion». «Nous découvrons de plus en plus de communautés en France qui ont un cœur pour Jérusalem. Il y a des Églises qui se réveillent, les Églises africaines mais aussi des Églises protestantes dans toute l'Europe», a affirmé M. Parsons. Pour les fidèles, peu importe leur nombre. Convaincus de leur «mission biblique», persuadés d'être «entrés en résistance», ils n'hésitent pas à se comparer aux «justes» de la dernière guerre.

Sophie Landrin, *Le Monde*, 13 novembre 2004

LA SURPRISE D'OCTOBRE - LA CONFIRMATION RUSSE

Russian Report on 1980 'October Surprise' Case

This document -- a "confidential" cable from the U.S. Embassy in Moscow -- is a translation of a report sent on Jan. 11, 1993, from the national security committee of the Russian legislature to a U.S. House task force that was then investigating the so-called "October Surprise" controversy.

That case centered on allegations that, during the summer and fall of 1980, the Reagan-Bush campaign conducted secret negotiations with Iran's Islamic fundamentalist government, which was holding 52 Americans hostage. The lingering crisis sapped President Jimmy Carter's political strength and cleared the way for Ronald Reagan's historic victory. The hostages were freed immediately after Reagan became President.

The Russian assistance was requested on Oct. 21, 1992, by the House task force chairman, Rep. Lee Hamilton, D-Ind. The Russian report asserted that the allegations of secret Republican negotiations with Iran were true. But the Russian report was never released by the task force, whose public findings reached the opposite conclusion.

Reporter Robert Parry found the Russian report among files belonging to the House task force in December 1994 and made these copies on a copier in a Capitol Hill storage room. For easier reading, we have typed out the contents of the Russian report, without the Embassy's coding and introduction, in a separate file. The actual cable is below -- or view as a higher resolution PDF file.

[For the latest and most detailed account of the "October Surprise" mystery, see Robert Parry's book, *Secrecy & Privilege: Rise of the Bush Dynasty from Watergate to Iraq*. For the original Consortiumnews.com story about this remarkable document, see Consortiumnews.com's "The Russian Report."]

Chairman of the Working Group of the House Foreign Relations
Committee of the U.S. Congress, Lee G. Hamilton

Dear Mr. Lee G. Hamilton:

With excuses for the lengthy preparation of the response to your appeal, I am sending you the material in our possession which, as we hope, may help you in your work.

Secretary of the Committee, People's Deputy of the RF **N. Kuznetsov**

On the supply of American arms to Iran according to available information, the Chairman of the R. Reagan election campaign, William Casey, in 1980 met three times with representatives of the Iranian leadership, in particular with the arms dealers Djamshed and Kurosh Hashemi. The meetings took place in Madrid and Paris. At the meeting in Paris in October 1980, in addition to Casey, R. Gates, at that time a staffer of the National Security Council in the administration for Jimmy Carter and former CIA Director George Bush also took part.

In Madrid and Paris, the representatives of Ronald Reagan and the Iranian leadership discussed the question of possibly delaying the release of 52 hostages from the staff of the U.S. Embassy in Teheran, taken hostage by Iranian "students" and members of the "Corps of Defense of the Islamic Revolution" on 4 November 1979 until after the elections that took place in November 1980. In exchange for this, the American representatives promised to supply arms to Iran. This was asserted, in particular, by a former Israeli intelligence agent, Ari Ben-Menash, a Jew born in Iran and arrested in 1989 in the U.S. for supplying arms to Iran (arrested in California on charges of exporting contraband C-130 aircraft from the U.S. to Iran and who was in prison for 11 months and then freed). According to his calculation, the total value of the arms illegally delivered to Iran reached 82 billion dollars.

Data on attempts by the R. Reagan team to temporarily block the release of American hostages in Teheran are also contained in official statements of several Iranian figures, including Minister of Foreign Affairs Gotb-Zade in September 1980.

As terms for the release of the hostages Iran at that time proposed the unblocking of Iranian accounts in the USA, the return of the funds of the Shah and his family, the lifting of the economic blockade of Iran and the end of the embargo on supplies to Iran of spare parts for previously purchased American arms.

On the other hand, there has also appeared evidence that in 1980 there also took place negotiations between representatives of the Carter administration and the Iranian leadership, in the course of which the question of secret supplies to Iran of American arms and spare parts, the release of the American hostages and the unblocking of Iranian accounts was discussed. Thus, in July 1980 in the city of Athens, a delegation of the Islamic Republic of Iran (IRI) including Deputy Defense Minister Farivara, General Faroh-Zade, Colonel Veisi, Foreign Minister representative Etminana met with representatives of the Pentagon. An agreement in principle was reached on the supply of arms and spare parts for American weapons in Iran's possession.

In July 1980 in Athens, representatives of Washington and Teheran discussed a possible step-by-step normalization of Iranian-American relations, the provision of support for President Carter in the election campaign via the release of American hostages.

In accord with Athens agreement, in October 1980 a significant quantity of spare parts for F-4 and F-5 aircraft and also M-60 tanks were sent to Iran via Turkey. The Democrats, like the Republicans, started from the proposition that Imam Homeini, having announced a policy of "neither the West nor the East," and cursing the "American Devil," imperialism and Zionism, was forced to acquire American weapons, spares and military supplies by any and all possible means.

Military experts noted that, immediately after Islamic revolution in Iran, the government was faced with a sharp deficit of arms, spares, and military supplies with which to cut down the uprising of Iranian Kurds and carry out the war with Iraq that began in September 1980. The Iranian army in this period was based on Western, mostly American and British, arms, and the Air Force was totally equipped with U.S. planes.

The need for immediate supplies of arms and military equipment was also explained by the fact that after the revolution in Iran large orders for weapons deliveries to Iran of a total value of about 10.5 billion dollars were annulled.

In accord with the evaluation of sources in military circles, supplies of spare parts and military supplies from the U.S. through Israel which began in 1980 allowed the Iranian Air Force to carry out combat activities.

After the victory of R. Reagan in the election, in early 1981 a secret agreement was reached in London in accord with which Iran released the American hostages, and the U.S. continued to supply arms, spares and military supplies for the Iranian army. The organization of the deliveries was undertaken by Colonel of the General Staff of the IRI Domkan, and "Mossad" Colonel Yakus Marvidi. The latter played his part as the owner of a private firm buying arms of American production on the black market.

In March-April 1981, planes carried from Israel to Iran spares for the F-14 fighter and other military equipment. Through the Israeli conduit, Iran in 1983 bought surface-to-surface missiles of the "Lance" class plus artillery of a total value of 135 million dollars.

In July 1983 a group of specialists from the firm "Lockheed" went to Iran on English passports to repair the navigation systems and other electronic components on American-produced planes.

In 1985, supplies of arms from the U.S. to Iran via Israel took on a large-scale character. The arms were sent by planes and ships. 200 "Hawk" anti-aircraft missile systems and 2,000 "Tow" anti-tank missiles were sold to Iran. According to subsequent information, the Tow and Hawk missiles allowed the Iranian army to oppose the numerically superior tank units and air force of Iraq.

For the latest and most detailed account of the "October Surprise" mystery, see Robert Parry's book, *Secrecy & Privilege: Rise of the Bush Dynasty from Watergate to Iraq*. For the original Consortiumnews.com story about this remarkable document, see Consortiumnews.com's "The Russian Report."

<http://www.consortiumnews.com/2005/russiantext.html>

Rappelons que le livre fondamental sur cette affaire, et beaucoup d'autres, est celui d'un ancien acteur des services secrets israéliens, Ari ben Manashe, *The Profits of War*, Allen & Unwin, 394 p., 1992, Australia. On peut commander à la librairie Heritage Bookshop, 2nd floor, 24 Waymouth Street, Adelaide, SA 5000, Australie.

NN

On apprend que Zacaria Moussaoui a plaidé coupable, après quatre ans de prison à l'isolement total, et peut-être sous l'empire des drogues. Nous commenterons ce geste suicidaire le mois prochain.

@@@@""@@ Condo pas très lisse**

Le pays de Joseph Korb (père de "Madeline Albright") fut le sujet de sa première publication, en 1984, éditée par la prestigieuse université de Princeton sous le titre «L'Union soviétique et l'armée tchécoslovaque de 1948 à 1983». Un travail cependant beaucoup critiqué, tant à Prague qu'outre-Atlantique. La critique du livre dans le magazine *Historical Review* fut impitoyable. Pour l'historien Josef Kalvoda, l'ouvrage est «plein d'approximations et de clichés idéologiques». Il est vrai que la jeune Condoleezza était à l'époque passée à côté de certains aspects et avait commis quelques erreurs importantes. Elle avait notamment indiqué que la légion tchécoslovaque n'avait été créée qu'après la révolution russe, alors qu'elle existait dès 1914. Elle avait également écrit qu'en 1939, «le Président Benes avait laissé l'armée dans les casernes», alors qu'Edvard Benes n'était déjà plus le chef de l'État et enseignait aux USA. En tout cas, Condoleezza Rice défend encore son premier livre. Dans une récente interview, elle prétend que «la thèse défendue dans cet ouvrage vaut encore aujourd'hui, même si ni l'Union soviétique ni la Tchécoslovaquie n'existent plus.»

Radio-Prague. < <http://www.radio.cz/fr/article/60577> >

A Review of Rice's *Uncertain Alliances* By Joseph Kalvoda

[Please note that the reviewer evidently believes Dr. Rice is a man]
CONDOLEEZZA RICE. *The Soviet Union and the Czechoslovak Army, 1948-1983: Uncertain Allegiance*. Princeton: Princeton University Press. 1984. Pp. xiv, 303. \$37.50

To write a scholarly study on the relationship of the Soviet Union and the Czechoslovak army without access to relevant Czechoslovak and Soviet documents is difficult. Therefore, much of this book by Condoleezza Rice is based on secondary works. His thesis is that the Soviets directly influence military elites in the satellite countries, in addition to the Soviet Communist party interacting with the domestic party. Rice selects Czechoslovakia as a case study and attempts to show the role of the military as instrument of both national defense and the Soviet-controlled military alliance.

Rice's selection of sources raises questions, since he [sic] frequently does not sift facts from propaganda and valid information from disinformation or misinformation. He passes judgments and expresses opinions without adequate knowledge of facts. It does not add to his credibility when he uses a source written by Josef Hodic; Rice fails to notice that this "former military scientist" (p. 99) was a communist agent who returned to Czechoslovakia several years ago. Rice based his discussion of the "Sejna affair" (pp. 111, 116, 144) largely on communist propaganda sources and did not consult writings and statements by former General Jan Sejna who had access to Warsaw Pact documents and is the highest military officer from the Soviet bloc to defect to the West since World War II.

Rice's generalizations reflect his lack of knowledge about history and the nationality problem in Czechoslovakia. For example, in 1955 Czechoslovakia was not yet "the Czechoslovak Socialist Republic" (pp 83, 84). In May 1938 Ludvik Svoboda was serving in the Czech army, not organizing a Czech military unit in Poland. In the fall of 1939 he was captured by the Soviet invading forces in eastern Poland; he did not "[escape] to the USSR" (p. 43). Rice's discussion of the "Czechoslovak Legion" that was "born during the chaotic period preceding the fall of the Russian empire" (pp. 44-46) is ridiculous. (It was "born" on September 28, 1914.) He is clearly ignorant of the history of the military unit as well as of the geography of the area on which it fought.

Rice claims that "Czechoslovaks are supposedly passive and consider resistance to invading forces unnecessary and dangerous, preferring instead political solution" (p. 4). First, there are Czechs and Slovaks but not Czechoslovaks. Second, history shows that Czechs resisted the invading Prussians in 1866, Russia, France and Italy. In 1919 Czechs and Slovaks fought the invading armies of Bela Kun in Slovakia. In 1939 and 1948, "the Czechoslovak president, Edward Benes, ordered his troops to the barracks," writes Rice. "[Alexander] Dubcek and Svoboda were, then just following precedent. Czechoslovak passivity meant that the decision of 1968 was preordained" (pp. 4-6). Nothing, indeed, is preordained in history. Moreover, Benes in 1939 was no longer president but was teaching at the University of Chicago.

In comparing Poland in 1981 and Czechoslovakia in 1968, Rice does not mention the obvious: whereas Soviet troops have been garrisoned in Poland since the end of World War II and, therefore, an invasion of Poland was unnecessary, the main objective of the 1968 invasion of Czechoslovakia was to force Dubcek's regime to accept the stationing of Soviet troops in the country.

The writing abounds with meaningless phrases, such as is its "last word": "Thirty-five years after its creation, the Czechoslovak People's Army stands suspended between the Czechoslovak nation and the socialist world order" (p. 245).

Joseph Kalvoda teaches at Saint Joseph College West Hartford, Connecticut.
American Historical Review, Volume 90•number 5, December 1985.

< <http://counterpunch.org/kalvoda04202004.html> >

@@@@**@@ Le Plaisir de bousiller**

02/02/05 "NBC" -- SAN DIEGO -- At a panel discussion in San Diego Tuesday, a top Marine general tells an audience that, among other things, it is "**fun to shoot some people.**" The comment, made by Lt. Gen. James Mattis, came in reference to fighting insurgents in Iraq. He went on to say, "Actually, its a lot of fun to fight. You know, it's a hell of a hoot. I like brawling."

"You go into Afghanistan, you got guys who slap women around for 5 years because they didn't wear a veil," Mattis continued. "**You know, guys like that ain't got no manhood left anyway. So it's a hell of a lot of fun to shoot them.**"

< <http://207.44.245.159/article7956.htm> >

@@@@**@@ Encyclopedia of the Palestine Problem**

Publisher's note:

I first met Issa Nakhleh more than fifteen years ago while he was still busily researching for his two volume "Encyclopedia of the Palestine Problem". I learnt first hand of his personal history, a palestinian, a refugee, a man who had lost everything he had had. His house, his law office, his apartment house in Jerusalem and a banana plantation were, as he describes "*usurped by the Zionists and Israeli war criminals*". A man's roots had been cut.

Issa fought all his life for a peaceful resolution to the many problems facing the Palestinian people, who are scattered all over the globe today. In fact, after he told me his personal history, I was surprised how peaceful yet at the same time determined he went after his business of documenting the history of his people, insisting that the political process, including especially the United Nations, should ultimately give the Palestinians back their homeland. Writes Mr. Nakhleh: *The greatest Zionist and Israeli crime against me and six million other Palestinians is that they have deprived us of living in our ancestral homeland, Palestine, as citizens of our independent undivided Palestinian State.*

Unfortunately it is not reason that determines the development of the world. Current Israeli politics is ignorant of its own past, while many of its leaders are all too ready to blame the rest of the world for anti-semitism when it pleases them. They are, in my view, playing the "professional victim"-card. Others say that what the Nazis had done to Jews, many Israelis have since then done and are still doing to Palestinians. Geopolitical strategic thinking determines what the current world powers are willing to undertake in the matter - and that is not a lot for the Palestinians.

To keep the torch of freedom lit and the hope of a beaten Palestinian people alive I have created this website with the kind permission of Mr. Nakhleh's wife. A year after Issa passed away, his decades of work are again seeing the light of publication. I will over the course of the next few months make available the full text of Issa Nakhleh's over 1,000 pages work "Encyclopedia of the Palestine Problem", so that politicians, diplomats, government agencies, scholars, journalists and anyone who is interested can find a source of detailed - and in great parts horrifying - information about Palestine. Information which vested interests would like to make forgotten. Information, which to their discomfort however, is thoroughly documented. Information which could serve as the basis for international courts to become active ... if the law would be permitted to stand above vested political interests.

As of today you can read Volume One in full right here on the net in its HTML-version. Alternatively you can download the fully searchable PDF version of Volume I. Volume II should follow in a short while. From the "Table of Contents" you can access each chapter. From the "Subject Index" you can dive into specific areas of interest. (Note: Please forgive typographical errors. I am in my free time step by step going through the whole website to check the automatic scanning and its results, however I wanted this work to go on-line as soon as possible.)

Spain, June 2004
Tom Voltz

< <http://www.palestine-encyclopedia.com/> >

@@@@**@@ Ronald Creagh: L'horreur ethnocratique**

Le drame du Moyen-Orient préoccupe, passionne, aveugle. Une saine réflexion impose de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Un point de vue anarchiste dans la revue *Ni Patries ni frontières* (titre piqué à Valtin). Mais la titre de l'article nous plaît bien.

< http://mondialisme.org/article.php3?id_article=43 >

@@@@**@@ excellent site** de quelqu'un qui veut juste poser des questions sur le 11 septembre
Belles photos, bonnes vidéos.

< <http://www.hugequestions.com/> >

@@@@**@@ Grande victoire** juridique pour Edouard Gurwitz, l'un des proches de l'actuel président ukrainien et président de l'association pour l'amitié Israël-Ukraine. La justice de son pays a

reconnu que les résultats des élections municipales à la mairie d'Odessa avaient été tronquées en 2002 et que c'est le candidat juif qui en est le vainqueur.

Guysen.Israël.News, 7 avril 2005

@@@@**@@ Abécassis**, Frédéric and Faü, Jean-François (1992) Les Karaites, une communauté cairote à l'heure de l'État-nation. *Égypte-Monde Arabe*(11):47-58

< <http://eprints.ens-lsh.fr/archive/00000039/> >

@@@@**@@ La gerbante Filipetti** a trouvé des "politiques" palestiniens qui ne seraient pas opposés au "mur" — Dans le genre immonde, y'a pas mieux.

Sur le site Proche-orient.info:

INTERVIEWS

- À Jérusalem, Marc Tobias s'entretient avec Aurélie Filippetti. L'élue Verte découvre, très emballée, Ramallah et **les politiques palestiniens qui ne sont pas tous opposés au "mur"** de séparation, Sharon et les Israéliens... Un discours sans angélisme mais plein d'espoir.

Aurélie Filippetti fait partie de la vingtaine d'élus de gauche que François Zimeray a emmenés en Israël et dans les Territoires palestiniens afin qu'ils puissent, sur place, mesurer la réalité des choses. Celle qui se définit comme sioniste et pro-palestinienne est, par ailleurs, Conseillère du Vème arrondissement de Paris et ancienne porte-parole des Verts de Paris. En 2003, elle a publié chez Stock *Les Derniers Jours de la Classe ouvrière*.

< http://www.proche-orient.info/xjournal_pol_int.php3?id_article=39074 >

@@@@**@@ Le fascisme en direct.** Voyez les textes (en français) de Zeev Jabotinski (mort en 1940), sur le site du Bétar, dont il fut l'inspirateur et le théoricien. Si vous n'avez jamais lu Hitler ou Verwoerd, vous pouvez vous rattrapper avec Jabo:

< <http://www.betarfrance.org/> >

Ne ratez pas "La Muraille de fer". Frisson assuré.

@@@@**@@ Iraq and the U.S. Global Agenda**, by Larry Everest, 224 pages

This unique volume compiles in one place a history of US intervention against Iraq and the devastating consequences for the people and the region. It shows the ways in which war today is a continuation of that history, but also a radical leap to more direct military control in Iraq and around the world. The "Bush Doctrine" is both built on our imperial history and yet new and far more dangerous.

In *Oil, Power and Empire*, Everest rips away the shroud of Bush pretext. He

1. Exposes the true U.S. agenda: war on Iraq is part of plan for U.S. global domination, monopolizing world energy sources, and restructuring the Middle East.

2. Dissects Bush Administration arguments -- "weapons of mass destruction," the al-Qaeda connection, violations of UN resolutions -- as pretexts for pre-planned agenda.

3. Shows that for 80-some years, U.S. actions in Iraq and the Middle East, often Machiavellian in the extreme, have been guided by considerations of oil, power and empire, have brought horrendous results for the peoples of the region (including helping Saddam Hussein to power), and led not to justice and stability, but a deepening spiral of U.S. military intervention.

Pour 13 dollars!

< <http://www.commoncouragepress.com/index.cfm?action=book&bookid=246> >

@@@@**@@ Iraqi Resistance Report.** Translated and/or compiled by Muhammad Abu Nasr, member, editorial board, the Free Arab Voice. < <http://www.freearabvoice.org> >

Recense toutes les actions de la résistance irakienne, jour par jour. La presse n'en rapporte que, disons, 5%, au mieux.

@@@@**@@** Washington, D.C., April 12, 2005: As the Senate Intelligence Committee convenes to consider the nomination of John Negroponte to be Director of National Intelligence, the National Security Archive today posted hundreds of his cables written from the U.S. Embassy in Tegucigalpa between late 1981 and 1984. The majority of his "chron file" -- cables and memos written during his tenure as Ambassador -- was obtained by the Washington Post under the Freedom of Information Act. The documents were actually declassified at Negroponte's request in June 1998, after he had temporarily retired from the Foreign Service.

The 392 cables and memos record Negroponte's daily, and even hourly, activities as the powerful Ambassador to Honduras during the contra war in the early 1980s. They include dozens of cables in which the Ambassador sought to undermine regional peace efforts such as the Contadora initiative that ultimately won Costa Rican president Oscar Arias a Nobel Prize, as well as multiple reports of meetings and conversations with Honduran military officers who were instrumental in providing logistical support and infrastructure for CIA covert operations in support of the contras against Nicaragua -- "our special project" as Negroponte refers to the contra war in the cable traffic. Among the records are special back channel communications with then CIA director William Casey, including a recommendation to increase the number of arms being supplied to the leading contra force, the FDN in mid 1983, and advice on how to rewrite a Presidential finding on covert operations to overthrow the Sandinistas to make it more politically palatable to an increasingly uneasy U.S. Congress.

Conspicuously absent from the cable traffic, however, is reporting on human rights atrocities that were committed by the Honduran military and its secret police unit known as **Battalion 316**, between 1982 and 1984, under the military leadership of General Gustavo Alvarez, **Negroponte's main liaison with the Honduran government**. The Honduran human rights ombudsman later found that more than 50 people disappeared at the hands of the military during those years. But Negroponte's cables reflect no protest, or even discussion of these issues during his many meetings with General Alvarez, his deputies and Honduran President Robert Suazo. Nor do the released cables contain any reporting to Washington on the human rights abuses that were taking place.

Today's posting by the National Security Archive includes the complete series of cables released under the Freedom of Information Act. The State Department released another several dozen cables from the series yesterday, and these will be included on the Archive site later today.

< <http://www.nsarchive.org> >

@@@@**@@** Qui se souvient que le porc multicartes Alexandre Adler prédisait, en octobre 2004, avec son aplomb coutumier, la victoire de Kerry aux élections présidentielles américaines? Et qui à l'air d'un con aujourd'hui?

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à [gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to [gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)<

Les anciens numéros sont en ligne à

<http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL

OTHER AAARGH MONTHLY PUBLICATIONS

< <http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

< <http://aaargh-international.org>

[El Paso del Ebro](#)

[Das kausale Nexusblatt](#)

[The Revisionist Clarion](#)

[Il Resto del Siculo](#)

[Conseils de Révision](#)